

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DE BIBLIOTHECAIRES

POLITIQUE CULTURELLE DU-CAMEROUN (BIBLIOTHEQUES)
POUR UNE MEILLEURE PROMOTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

MEMOIRE
présenté par
Dieusoné MBIAFEU



1980 / 37

Sous la direction de
Monsieur Jean-Roger FONTVIEILLE
Conservateur des Bibliothèques
Consultant de l'UNESCO

1979/1980

16ème Promotion

T A B L E D E S M A T I E R E S

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION	1
I. SITUATION ACTUELLE	3
A. Ecole	3
1. Historique	3
2. Système éducatif	5
B. Langues et programmes scolaires	7
1. Programmes	7
2. Edition africaine - production littéraire africaine	9
3. Langues	13
C. Bibliothèques	16
II. PROJET OU SUGGESTIONS	19
A. A court terme	19
B. A moyen terme	23
C. A long terme	27
III. CONCLUSION	30
BIBLIOGRAPHIE	32
ANNEXES	
- Développer l'habitude de la lecture	
- Promotion du livre	
- La Promotion globale des livres	

MBIAFEU (Dieudonné)

Politique culturelle du Cameroun : bibliothèques : pour une meilleure promotion du livre et de la lecture ^{informatique} présenté par Dieudonné Mbiafeu ; sous la dir. de Jean-Roger Fontvieille. - Villeurbanne : Ecole nationale supérieure de bibliothécaires, 1980. - 33 p. ; 30 cm.

Lecture publique, Cameroun.

Livre, Cameroun.

Bibliothèque, Cameroun.



Situation du livre et surtout de la lecture peu encourageante au Cameroun. Dépendances scolaires et retour à l'analphabétisme marquants; comment y remédier ?



A V A N T - P R O P O S

Comme il est de tradition, chaque élève de l'ENSB au bout de sa formation doit produire un travail de synthèse. C'est dans ce sens que nous avons entrepris de travailler sur un sujet de brûlante actualité au Cameroun : celui du livre et de la lecture. Son caractère multidisciplinaire nous a amené à parler un peu du système éducatif, des bibliothèques, de l'édition et de l'industrie du livre en général, de l'alphabétisation des adultes, des langues nationales...

La situation alarmante de la lecture et la rareté des livres auprès de certains hommes de ce siècle qui connaît une explosion sans précédent de l'imprimé et qui de surcroît engendre un retour sans cesse croissant à l'analphabétisme, ne peuvent nous laisser indifférent. Il sera question tout au long de ce travail des moyens pour lutter contre ce état de chose.

Aussi profitons-nous de cette occasion pour adresser nos remerciements à la Direction de l'Ecole et à toute l'équipe des enseignants qui, toute l'année durant n'ont ménagé aucun effort pour nous entretenir de toutes les vicissitudes de ce métier que nous sommes appelés à exercer dans quelques mois.

Que Monsieur Jean-Roger FONTVIELLE, qui a accepté de diriger ce travail, trouve ici l'expression de notre profonde gratitude.

Il en est de même pour Madame Madeleine WAGNER, Directrice des études à l'ENSB, qui n'a jamais manqué de nous apporter son concours moral et matériel en cas de nécessité. Qu'elle en soit grandement remerciée ici.

Nous n'oserons pas citer ici tous ceux qui de loin ou de près nous ont apporté leurs concours. Qu'ils en soient remerciés.

Nos remerciements iront tout particulièrement à Monsieur J. GORDONIER, ami et camarade de classe, qui, malgré les tâches scolaires assez préoccupantes, a accepté d'assurer la dactylographie de ce travail.

Dieudonné MBIAFEU

Villeurbanne, le 2 juin 1980.

I N T R O D U C T I O N

Le titre de ce modeste travail s'avère un peu prometteur, et mérite qu'on s'y attarde un moment. Il n'est pas question pour nous de revenir sur le travail qu'ont déjà fait MM. J.C. BAHOKEN et Engelbert ATANGANA dans leur ouvrage intitulé : La Politique culturelle en République Unie du Cameroun (1). L'intérêt de cet ouvrage est qu'il comporte les conclusions des travaux du Conseil de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et technique et du Conseil national des affaires culturelles qui se sont tenus du 18 au 22 décembre 1974 à Yaoundé. Ces conclusions constituent un document important qui définit les grands principes de la politique culturelle du pays.

Bien que les bibliothèques soient appelées à être le point de convergence de toutes les activités culturelles, il n'est fait aucune mention dans les résolutions qui ont sanctionné la fin de ces assises, combien significatives pour le devenir de notre pays. Nous nous intéressons cependant tout au long de ce travail à cet aspect de la question.

Ici nous ne reviendrons pas sur certains aspects du problème qui ont constitué l'objet des travaux précédents. C'est ainsi que pour ce qui est des bibliothèques publique, il serait souhaitable de se référer au travail de M. Simon-Pierre ISSOCK (2). Quant aux bibliothèques scolaires, il serait intéressant de consulter le travail de M. Joseph EPEE (3).

Ainsi tout au long de ce travail, nous nous préoccupons essentiellement de la situation peu favorable dans laquelle se trouvent les bibliothèques auprès des masses rurales et des scolaires dans la mesure où le travail de M. Mathieu FOKOUG (4) centré sur les utilisateurs des bibliothèques de l'enseignement supérieur, qui, à vrai dire, sont les seules institutions de documentation auxquelles on fait référence lorsqu'on parle des bibliothèques dans le pays.

Notre travail sera peut-être le complément de celui-ci, car à notre avis l'on ne doit pas devenir usager des bibliothèques seulement au moment où il atteint le stade de l'enseignement supérieur. Une initiation à la pratique de la lecture s'impose dès les premières années de l'école. Ceci nous amènera dès lors à poser l'éternel problème des bibliothèques scolaires,

qui doivent compléter les enseignements qui sont reçus en salle de cours.

D'autre part, que deviennent ceux qui, soit ont abandonné l'école, soit, n'ont pas eu la chance d'y aller. Ce qui nous permettra alors d'évoquer le problème d'alphabétisation qui est immédiatement suivi dans la vie pratique par le phénomène inverse, c'est-à-dire : l'analphabétisme.

Il en émerge ainsi que le problème des bibliothèques n'est pas une chose figée en soi, mais est en relation avec tous les secteurs de la vie culturelle du pays. Ainsi, tour à tour, nous examinerons dans la mesure de nos possibilités le système éducatif en vigueur; l'école et sa relation avec le milieu social; la campagne nationale d'alphabétisation et ses effets; les potentialités actuelles de la lecture et surtout le problème des langues nationales dans un premier temps : ce qui ne sera qu'un examen de la situation actuelle. Dans un deuxième temps, nous tenterons de présenter ce qui d'après nous peut constituer un essai de solution à la situation actuelle. Comme solution, nous l'envisagerons dans une triple dimension, à savoir : à court, moyen et long terme.

Ce travail n'a pas la prétention d'être un chef-d'oeuvre, encore moins exhaustif sur la question, mais se place dans la droite ligne de tous ceux qui se sont intéressés au problème des bibliothèques au Cameroun. Il n'est qu'un reflet d'une série de constatations et réflexions personnelles sur ce qui est en voie de devenir un leitmotiv : bibliothèque et lecture en Afrique.

-
- (1) BAHOKEN (J.C.) et ATANGANA (E.). - La Politique culturelle en République Unie du Cameroun. - Paris : Unesco, 1975.
 - (2) ISSOCK (Simon-Pierre). - Projet de création des bibliothèques publiques au Cameroun. - Villeurbanne : ENSB, 1977.
 - (3) EPEE (Joseph). - Projet d'organisation d'un réseau de bibliothèques scolaires au Cameroun. - Cameroun : A.B.S., 1976.
 - (4) FOKOUG (Mathieu). - La Formation des utilisateurs ... - Villeurbanne : ENSB, 1978.

I. SITUATION ACTUELLE

A. Ecole

1. Historique

Qui dit bibliothèque suppose la lecture et qui dit lecture suppose traditionnellement le livre.

Le livre est entré en Afrique par l'intermédiaire de l'Eglise et de l'école; ce n'est donc pas un produit inconnu des africains. La preuve en est que la traduction du terme "école" dans la plupart des langues nationales camerounaises est le livre.

Très tôt, les missionnaires ont compris que l'évangélisation rapide des Africains ne pouvait se faire qu'à travers leurs langues maternelles; d'où l'intérêt qu'ils ont porté à celles-ci. Cet intérêt devait se poursuivre avec la création de leurs premières écoles comme l'indique bien M. AWONIYI :

" On remarquera toutefois que l'intérêt des missionnaires pour les langues de l'Afrique occidentale était principalement dicté par des motifs religieux. Les retombées pédagogiques de leurs efforts linguistiques sont venues par surcroît. L'école était considérée comme l'agent institutionnel de l'Eglise spirituelle, utilisant les langues maternelles comme moyen de transmission. " (1)

D'entrée de jeu cette initiative des missionnaires était purement et simplement intéressée. Ils avaient en vue la formation de nouveaux fidèles. Très rapidement aussi, ils ont procédé à la traduction de la Bible dans les langues maternelles de leurs adeptes. C'est ainsi que le Nouveau Testament et l'Ancien Testament ont été respectivement traduits en 1862 et en 1872 en duala. Pour plus amples informations sur le rôle des missionnaires dans la pénétration du livre en Afrique, il serait bon de consulter les travaux de MM. Elie ELLA ZOUÉ (2) d'une part et de M. Samuel EFFOUA MBOZO'O (3) d'autre part. Par ailleurs il est évident de ne pas négliger le rôle qu'ont joué les marchands arabes du côté de la religion musulmane.

Cette oeuvre entreprise par les missionnaires, sera relayée par les administrateurs coloniaux. Alors que les missionnaires voulaient faire

comprendre le message des Saintes Ecritures aux nouveaux chrétiens; les administrateurs étaient contraints de trouver des intermédiaires entre eux et les populations locales. Ce que les missionnaires avaient entrepris d'une manière souple, se fera désormais avec violence car le camerounais était dorénavant appelé à étudier la langue de l'envahisseur; cette langue qui, disait-on, devait lui ouvrir la voie vers la "civilisation".

A l'école que créeront les administrateurs coloniaux, sera assignée une fin utilitaire immédiate. Le besoin se faisait pressant. C'est ainsi qu'après avoir passé deux à trois ans dans une école, on pouvait devenir moniteur, interprète ou secrétaire. Comme aimait toujours nous raconter notre père, quand nous lui parlions des livres qu'on nous demandait d'acheter en classe, il nous répliquait qu'il suffisait de lire le livret rouge d'une trentaine de pages à leur époque pour devenir adjoint ou assistant du Blanc ou directeur d'école. L'enseignement à cette époque, s'en tenait juste à l'essentiel et ainsi commençait la formation de l'élite locale.

Bien que le livre ait été nécessaire pour la maîtrise de ce savoir, il n'avait pas encore constitué un impact. Son rôle de distraction n'était pas mis en valeur. Ainsi l'on ne pouvait même pas parler de bibliothèque. Le contact avec le livre s'est fait donc d'une manière froide; car ceux qu'on envoyait à "l'école des Blancs" étaient les parias de la société. Cette situation devait demeurer jusqu'à une époque assez récente.

De nos jours les choses peuvent être interprétées différemment. Le succès des premiers a suscité l'admiration des autres et l'école se trouve aujourd'hui comme la seule voie de salut dans la vie. Ceux qui n'ont pas eu la chance d'y aller font le maximum de ce qu'ils peuvent pour en faire bénéficier leur progéniture. C'est ce qui situe le Cameroun à l'avant-garde des pays éclairés d'Afrique.

C'est dans cette situation d'engouement pour l'école que nous nous trouvons aujourd'hui au Cameroun. Mais qu'elle est la place qu'occupe la lecture dans tout ce déferlement vers l'école? Avant de répondre à cette question, un examen rapide du système éducatif s'impose.

2. Système éducatif

" Dès le mois d'octobre, un problème se pose : comment amener les enfants à fréquenter la bibliothèque alors qu'ils ont un horaire scolaire très lourd (8 h. - 12 h. et 15 h - 17 h. tous les jours sauf le samedi) avec un programme essentiellement livresque et des devoirs écrits tous les soirs? " (4)

s'écrit un bibliothécaire en poste au Gabon. Voilà comment s'illustre la situation des bibliothèques en Afrique lorsqu'elles existent. L'enfant ne va pas à la bibliothèque parcequ'il ne veut pas, mais parceque son travail scolaire l'absorbe énormément et que son entourage ne fait rien pour l'initier à ce "temple du savoir" permanent.

L'école : c'est un programme fort chargé qui fera plus de l'enfant une tête que nous n'oserons pas dire bien pleine, mais pleine. Avant d'analyser en profondeur cette situation, il serait bon de lever d'abord une équivoque. En effet, au Cameroun, il existe deux sortes d'écoles, voire trois : celles des villes et celles des campagnes. Dans les villes, la situation se présente de la manière suivante : d'une part l'on a des écoles pour des enfants nantis où les programmes scolaires et les équipements ne sont pas différents de ceux de l'Occident et d'autre part des écoles dites populaires qui se situent à cheval entre les premières et celles des campagnes.

Comme il convient de le remarquer, les problèmes ne sont pas identiques partout. L'élève des écoles de haut standing sort généralement d'une bonne famille. Son cadre de travail est minutieusement étudié. C'est la classe standard de 35 à 40 élèves, avec des enseignants toujours disponibles, pouvant suivre ces élèves tout le long de l'année. Ceci se traduit ainsi en pratique : c'est l'enfant qui a tous les moyens idéaux de travail : bibliothèque à la maison, à l'école ; possibilité de la maîtrise de la langue d'enseignement...

Par contre, de l'autre côté de la barrière, ce sont des classes bondées, avec des effectifs allant jusqu'à 150 élèves par classe, des conditions de travail difficiles avec un maître qui, d'abord mécontent de sa condition sociale, passe beaucoup plus son temps à faire régner la discipline dans la classe que de communiquer le savoir aux enfants.

Quand il arrive qu'il soit dévoué, il finit par être découragé devant ces effectifs trop grands. L'apprentissage des notions de base est de plus

en plus difficile devant des classes avec des effectifs oscillant entre 90 et 150 élèves. C'est parmi ces élèves qu'on retrouve ceux dont les parents ne sont même pas capables de leur fournir un simple livre de lecture.

Le phénomène se trouve encore beaucoup plus accentué dans les campagnes où les classes pour la plupart du temps ne sont pas aussi bondées que celles des écoles dites populaires des villes. Ici le rythme de vie ne facilite pas la tâche du jeune élève. Le langage de l'école est utilisé seulement en classe et pas plus; car le plus souvent il n'a même pas la possibilité de revoir son maître qui habite la ville et qui y retourne tous les soirs après les cours pour ne revenir que le lendemain matin.

^ Toute la lecture qu'il puisse faire où qu'il peut entendre faire est limitée aux heures de langage - vocabulaire et élocution - . Tout ce qu'il peut faire d'autre est de consigner le maximum de choses possibles dans son cahier qui devient de fait son livre. Une fois les classes terminées, l'on pense désormais aux préoccupations de la famille : soit aller chercher ses parents aux champs, soit aller puiser de l'eau ou commencer la cuisine qui sera terminée avec l'arrivée des parents.

A ce rythme, l'école comme la lecture, ne présentent un intérêt qu'au moment où sonne la cloche des examens. En général les parents ne sont intéressés par l'école que quand ils vont y inscrire leurs enfants et au moment des résultats scolaires. Toute l'année durant l'enfant est laissé à lui-même, ne subissant aucun contrôle digne de soi : d'une part le maître débordé par les effectifs ne peut pas suivre pas à pas chaque élève et d'autre part les parents, pris dans leurs interminables travaux, agricoles ou artisanaux, ne le font pas plus.

Cet enfant, loin d'être libre comme on peut le croire, est sérieusement comprimé entre deux institutions nullement complémentaires, à savoir : l'école et le cadre familial ou social. Quand il lui arrive d'en échapper, cela se termine par le désastre, la débandade, l'agressivité, la fréquentation des milieux de peu de vertu, qui débouche sur la lecture des photos-romans, des bandes dessinées et si possible des fictions dont les films violents ne constituent qu'un complément.

Désormais le livre qu'il n'a ni appris à comprendre, ni à apprécier et l'école deviennent des choses à rejeter et sur lesquelles il ne faut plus revenir. C'est désormais ce que les uns appellent déperdition scolaire et les autres délinquance juvénile. Aussi se pose le problème de la langue d'enseignement et du contenu des programmes scolaires.

B. Langue et programmes scolaires

1. Programmes

Ces lignes de M. Joseph KI-ZERBO de 1961 ont donné le ton que devaient plus ou moins suivre les pays africains nouvellement indépendants :

- " L'éducation est placée au coeur du développement de l'Afrique. C'est un des principaux leviers pour accélérer son progrès sur tous les plans :
- sur le plan politique, par l'établissement d'une instruction minima sans laquelle la démocratie est une mot vide de sens;
 - sur le plan social et humain, parce qu'elle développe chez l'homme la conscience de sa dignité, les possibilités de s'exprimer, de créer et de se libérer...;
 - sur le plan économique même, puisque l'enseignement constitue l'investissement le plus précieux à long terme;
 - sur le plan international, puisqu'elle permet de mieux connaître et partant, d'apprécier les autres peuples. " (5)

Ce cri a-t-il été suivi ? Il ya a lieu de nuancer les choses à ce niveau. Car pour longtemps encore l'africanisation de l'enseignement ne fut pas une réalité. Les classiques africains ont mis du temps pour entrer dans les programmes scolaires.

Les structures de l'enseignement sont restées longtemps les mêmes qu'avant les indépendances. Le Mamadou et Bineta est resté comme livre de lecture; J. Auriol, comme livre de calcul; Les Nouveaux textes français de Lagarde et Michard ainsi que le Lebossé en mathématiques dans le secondaire.

Leur contenu, pour ce qui du primaire bien qu'ayant un trait avec la réalité sur le terrain, était conçu pendant une période coloniale où l'on voulait par le biais de cet enseignement assimiler purement et simplement les Africains. L'élève, devant cet état de chose, surtout dans le secondaire, était obligé, pour ne pas manquer son examen d'une part et échapper aux châtements corporels à la mode à l'époque d'autre part, d'assimiler vaille que vaille ces connaissances où il ne se retrouvait nullement.

Quand le glas de l'africanisation des programmes sonna, les éditeurs tentèrent de le faire à leur manière comme l'indique Mme Emma FROST :

- " Il convient aussi d'examiner le contenu et la présentation des livres dans un contexte africain. Il fut un temps où les éditeurs s'étaient mis en tête d'africaniser leurs livres en présentant, sous un titre où figurait le mot "Afrique", les mêmes sélections qu'auparavant, par exemple des recueils de poèmes qui ne pouvaient trouver d'écho que dans d'autres cultu-

res présentées sous la formule magique "pour les écoles africaines". Une autre forme d'africanisation en usage chez les éditeurs consistait à remplacer les illustrations évoquant l'Afrique sans apporter aucune modification correspondant au texte. Cette substitution se réduisait parfois simplement à remplacer un visage blanc par un visage noir. " (6)

Sur le plan pratique, relatons une expérience que nous avons vécue personnellement devant un jeune coopérant français qui avait la charge de nous enseigner le français. Non seulement il lui manquait des aptitudes pédagogiques les plus élémentaires, il s'adressait à nous comme si nous étions des petits français ayant vécu des scènes décrites dans les pièces de théâtre, des poèmes et même des textes de lecture. Le comble se situait au moment où nous étions invités à réciter des poèmes aux heures consacrées à la récitation. L'antinomie était totale car pour lui l'essentiel n'était pas seulement d'apprendre par coeur les poèmes, mais encore fallait-il les accompagner des attitudes peintes par l'auteur. Le résultat qui s'en suivait n'était autre qu'une mauvaise note qui éveillait en nous frustration, répugnance, indignation.

La meilleure formule aurait été de pourvoir les pays dans lesquels l'enseignement est donné dans une langue étrangère d'un nombre assez important de livres. Ces manuels doivent être faciles et adaptés au milieu pour faciliter l'habitude de la lecture. Mais ce n'était pas le cas, dans la mesure où le contenu des livres n'avait aucun lien avec les réalités que vivait l'enfant tous les jours. D'office les bibliothèques étaient absentes. Le rôle du maître qui doit être à la base de l'apprentissage de la lecture n'était pas mené à bon terme; au contraire, il allait à l'encontre de celui-ci : peut-être à cause d'une incompréhension réciproque.

D'un côté, l'élève doit non seulement tenter de maîtriser la langue étrangère dans laquelle il reçoit son enseignement, subir les conséquences de l'attitude de son maître et se retrouver réduit en un automate. L'assistance des parents qui devait combler certaines de ces lacunes faisant aussi hautement défaut. De l'autre côté, l'enseignant vivant dans un monde tout à fait différent de celui de son élève, ignore tous ses problèmes et s'en tient à l'application du programme qui lui est indiqué et pas plus. Néanmoins il faut reconnaître que cet état de chose a plus ou moins évolué depuis qu'il y a eu une camerounisation poussée des cadres de l'enseignement du pays.

Au niveau de l'enseignement supérieur les choses sont en pleine gestation, pour ce qui est des programmes. L'Africanisation de ceux-ci ne semble pas être chose facile. Il est cependant clair que dans les domaines scientifiques qui se veulent rationnels, logiques, objectifs sous n'importe quels cieux, l'on ne peut rien y prétendre. Les seules modifications ici n'interviennent qu'au niveau de l'application pratique aux réalités du pays. Par contre, dans les domaines des sciences humaines et sociales d'une part et des lettres d'autre part, beaucoup d'opérations ont été accomplies, peut-être dans l'esprit qu'exprimait M. Joseph KI-ZERBO en 1961, devenu par la suite responsable du Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES).

" L'éducation est donc une position stratégique dans la grande bataille du progrès. Or pour répondre adéquatement à ces multiples objectifs, l'éducation en Afrique doit être africaine, c'est-à-dire fondée sur le soubassement de la culture africaine spécifique, et basée sur les impératifs particuliers du progrès africain dans tous les domaines. " (7)

Quelle est donc la part des africains dans ces programmes scolaires ? Nous entendons ici par africains les écrivains africains. L'on entreprit d'africaniser les programmes mais cela aboutit à une situation vraiment désastreuse. Ces programmes avaient la particularité d'être très instables, car ils changeaient presque tous les ans et n'étaient pas du tout coordonnés sur l'ensemble du pays. Cette instabilité des programmes s'explique à deux niveaux. D'une part l'enseignant qui n'a pas le temps de maîtriser le contenu des ouvrages qui défilent devant lui afin de le communiquer aux élèves et lorsqu'il arrive de le faire pour un, il est changé à la nouvelle rentrée scolaire; d'autre part l'élève n'a plus que le temps d'admirer les images de plus en plus nombreuses qui les illustrent. Ainsi, manquant d'initiation solide, il ne pourra pas fournir plus qu'il n'en a appris, sauf s'il a le luxe d'avoir un répétiteur à sa disposition à la maison. Les écoles confessionnelles ne devaient soumettre aux mesures de l'Etat que devant les échecs massifs de leurs élèves aux différents examens et concours administratifs. Car elles avaient jusqu'alors tenu à leurs éditions baptisées "pour les écoles africaines".

2. L'édition africaine - production littéraire africaine

L'on attribue à Emmanuel MOUNIER, par cette citation tirée de sa Lettre à un ami africain, publiée dans la première livraison de la revue Présence Africaine, le rôle catalyseur de l'éveil de la conscience littéraire chez les écrivains africains lorsqu'il écrit en 1947 :

" J'aimerais que beaucoup d'africains instruits se retournent vers ces sources profondes et lointaines de l'être africain, non pour se gorgier de folklore et pour buter en suite, mais pour regarder et éprouver les racines africaines de leur civilisation... et dégager les valeurs permanentes de l'héritage africain, afin que l'élite africaine ne soit pas une élite de déracinés. " (8)

Ce cri a été plus ou moins suivi; à en juger par l'abondance des productions littéraires africaines des années cinquante. Néanmoins, il faut reconnaître que les africains ont bien produit avant cet appel.

Par ailleurs, lorsqu'on parcourt ces productions, on se rend compte qu'elles n'étaient pas destinées aux africains. Ces écrivains, par contre, tentaient de dénoncer une situation qui existait et surtout de l'exposer aux yeux de l'opinion internationale qui l'ignorait. Cette littérature était donc bien orientée et son aboutissement s'est très vite révélé avec l'avènement des indépendances au début des années soixante.

C'est cette littérature qui est appelée aujourd'hui à prendre la place de celle qu'on avait jusqu'alors connue. Mais ce qui frappe en elle, est qu'elle semble actuellement essoufflée. Depuis les indépendances : la production va décroissant et se caractérise, soit par une monotonie ou une stagnation déplaisante, soit par un radicalisme dénigrant surtout entiché de politique politicienne.

Son émancipation est aujourd'hui confrontée à plusieurs obstacles. L'écrivain a pris le goût d'écrire pour les autres, car, pense-t-il, il n'a plus rien à démontrer à son frère africain. On a l'impression que lorsqu'il écrit, le public africain est d'emblée écarté de son champ d'action, et qu'il compte tout simplement apporter sa contribution au rendez-vous de la civilisation universelle. Pourtant tout le monde a besoin de lui, les africains y compris.

Cette attitude, sans doute, a plusieurs causes. D'une part, l'on n'a rien fait pour préparer les africains à aimer la lecture et à la revendiquer quand elle vient à manquer. On leur a juste montré ce qu'exprime cet adage classique :

" Non scholae, sed vitae discimus ", c'est-à-dire : " Nous n'étudions pas (pour réussir) à l'école, mais (pour réussir) dans la vie."

Pourtant les études ne s'arrêtent pas avec le moment où l'on quitte les bancs de l'école : que dirait-on de l'éducation permanente ! Elle se fait dans la vie et non plus à l'école mais surtout avec l'aide des livres.

D'autre part ils n'ont pas toujours la possibilité de publier chez eux. Outre la rareté des maisons d'édition, il s'opère une sélection et une censure rigoureuse sur les oeuvres à éditer. Cela provoque un découragement total chez ceux qui n'avaient d'autres possibilités que de s'adresser à la maison d'édition locale. Pour être rentable dans ses activités, les maisons d'éditions telle que C.L.E. exigent une certaine originalité dans le fonds et la forme de l'oeuvre. C'est ce qui explique les succès des oeuvres de Guillaume Oyono MBIA, de Guy MENGA, de Francis BEBEY...

Vu la faiblesse de son action internationale, plusieurs écrivains cherchant une notoriété internationale se font éditer par les grandes maisons d'édition multinationales. Il faut s'accorder ici que leurs oeuvres sont plus ou moins dénaturées devant les exigences de ces éditeurs.

La conséquence qui en découle est que le livre revient très cher à l'usager potentiel. La maison d'édition locale, pour ne pas subir trop de perte, effectue un tirage limité à l'extrême lorsque les grandes multinationales tiennent déjà compte du marché africain dans leur calcul. L'on ne peut que déplorer l'absence des bibliothèques qui devaient constituer un marché très important pour ces maisons d'édition locales. Il est clair que le pouvoir d'achat de la masse africaine est vraiment faible et l'on ne songe qu'à se nourrir et se vêtir lorsqu'on est en possession de l'argent; nul n'aurait fait mieux dans cette position.

Par ailleurs, il est bon de signaler cette littérature africaine très florissante qui se situe hors d'Afrique et qui n'a aucune emprise sur les masses africaines. Elle est surtout l'oeuvre des africains exilés, des exilés politiques, des mécontents des régimes politiques en place. Peut-être c'est ce qui a amené un journaliste de l'hédomadaire Jeune Afrique à émettre le jugement suivant :

" Sur les soixante-quinze prix NOBEL de littérature, pas un africain, pas un arabe. Ostracisme de la part du célèbre jury suédois ou simple traduction d'un sous-développement culturel dont souffrirait le Tiers-Monde ?
En fait, pour ne parler que d'elle, l'Afrique ne manque ni d'écrivains, ni de lecteurs. Seulement, on assiste à un curieux phénomène : tandis que les productions concernant l'Afrique s'empilent sur les rayons des libraires français, les ouvrages venus d'Occident occupent jusqu'à les encombrer, les bibliothèques du Tiers-Monde.
Comment faire pour que les lecteurs africains soient aussi des lecteurs d'africains ? " (9)

à quelques mois de la trente deuxième édition de la Foire du livre de Francfort en octobre 1980 et qui aura pour thème central : "Afrique noire".

Voilà qui est bien dit : il ne manque pas de livres en Afrique; mais de quel genre de livres est-il question ? Pour la plupart ce sont franchement des livres inutiles, offerts souvent par dons et Dieu seul sait ce que sont ces dons en général. Ce sont des livres qui n'ont aucun rapport avec le milieu de son lecteur potentiel et qui ne sont même plus de son temps. Ainsi s'impose une vérification rigoureuse de ceux-ci.

En effet, nous avons eu à vivre personnellement une expérience dans ce sens. Comme il est fréquent au Cameroun, la bibliothèque de mon lycée se résumait en une grande armoire située le long du mur du fond de la salle des professeurs et hermétiquement fermée. L'accès n'était ni possible aux professeurs et encore moins aux élèves. Un matin du deuxième trimestre, après plusieurs démarches de notre professeur de philosophie auprès du Proviseur, cet ensemble qui embellissait le fond de cette salle des professeurs, devait s'ouvrir et se voir déplacé dans un des foyers du lycée.

Quelle ne fut pas notre surprise, nous qui avons tenu à assister notre professeur, de constater que la plupart des livres n'étaient que de véritables figurants. Ils venaient tous de l'étranger, ce, depuis la création du lycée qui était jusqu'alors dirigé par les étrangers. Nous y déployâmes une grande activité du fait que l'employé du lycée, préposé au service de la bibliothèque remplissait d'autres fonctions en raison de la pénurie du personnel mais également faute d'une salle appropriée à l'intérieur du lycée. Dire que notre lycée était essentiellement à second cycle, donc formait des futurs candidats pour l'enseignement supérieur. Nos premiers pas de bibliothécaire se sont soldés par un échec dans la mesure où ce fonds documentaire n'avait aucun attrait sur les élèves de part son contenu; que cette nouvelle pratique semblait les dévier de leurs vocations de tous les jours et risquait même de fausser leurs résultats de fin d'année si jamais ils venaient à s'y intéresser : en somme l'habitude de recourir aux livres en dehors de ceux exigés pour les cours était absente. Un autre facteur a aussi joué en notre défaveur : ce furent les heures d'ouverture qui se situaient pendant les quelques minutes de la récréation et de la sortie des cours du soir à 21 heures.

Malgré la présence d'un internat au sein de l'établissement, les collections n'ont pas subi de grands mouvements, sinon celles de mathématiques, de philosophie, de physique, chimie qui ont été empruntées et qu'on n'a plus songé à ramener!

L'action devait s'estomper peu avant la fin de l'année scolaire; à cause d'une affectation disciplinaire qui avait frappé en pleine année scolaire, notre professeur de philosophie, initiateur du projet : celui qui allait devenir notre bienfaiteur.

Avec cet échec, s'illustrait aussi l'échec de l'association de la formation scolaire et de la formation extra-scolaire, qui, en somme, est un début de travail personnel, une véritable motivation pour la formation permanente et l'éveil de l'esprit de créativité qui doit soutenir tout apprentissage.

3. Langues

Si l'on ne lit pas en Afrique comme il convient de le faire, ce n'est pas seulement par ce que les livres sont invisibles voire inaccessibles et onduques quand on peut les avoir, mais c'est dû aussi au fait de la langue dans laquelle ils sont écrits. Ce sont, en fait, des langues étrangères dont on ne possède pas la maîtrise totale, car enseignée dans des conditions peu agréables. Rebuté devant les efforts qu'il déploie pour maîtriser cette langue étrangère qui s'impose à lui, le jeune camerounais finit par se décourager.

Combien de nos camarades se sont vu attribuer de mauvaises notes aux épreuves de français dues, soit à de mauvaises prononciations pendant la dictée, soit à l'incompréhension du professeur devant ce qu'ils décrivent dans leurs rédactions, soit à des analyses ou commentaires de textes mal conduits en dissertation. Plusieurs causes expliquaient l'échec des élèves. L'on ne pouvait pas toujours mener à bien l'explication d'un sonnet de DU BELLAY ou de BAUDELAIRE au langage combien hermétique pour un jeune camerounais. Donc la langue a sa part d'explication dans cette situation amère dans laquelle se trouve le Cameroun. Rien n'est fait pour faciliter la tâche aux camerounais sur le plan de la lecture. Les livres qu'ils ont devant eux ne sont rien d'autres que ceux qui sont en vogue ici. Cette attitude suppose une égalité dans la maîtrise de la langue qu'on emploie. Il existe un équilibre certain lorsqu'on se situe au niveau de l'élite locale; la preuve est donnée par leurs productions scientifiques ou littéraires.

Mais lorsqu'on quitte ce stade, c'est la confusion totale qui s'installe. La langue étrangère ne rappelle chez les adultes que la période des travaux forcés, des tiraillements de la Deuxième Guerre Mondiale, des guerres de libération, la destruction des structures sociales et l'anéantissement de l'homme et de sa civilisation : des souvenirs douloureux.

Contrairement à la colonisation britannique qui avait contribué à la promotion des langues africaines, la colonisation française a été des plus négatives sur ce plan. En effet, il est généralement admis et avec expérimentation à l'appui que le meilleur apprentissage ne se fait que dans la langue maternelle de l'enfant. Mais pendant la colonisation, l'on a tenté de prouver le contraire.

Actuellement le camerounais se trouve assis sur deux sièges sur le plan linguistique. Le problème des langues nationales se pose avec acuité. Il est complexe et entravé de plusieurs difficultés.

Il est cependant bien vrai que l'éducation et, plus particulièrement, l'apprentissage des langues ne peuvent se concevoir en dehors ou contre la communauté linguistique où ils s'insèrent. La situation est d'autant plus grave pour ceux qui vivent dans les campagnes et qui n'ont pas les mêmes facilités que les citadins mais qui sont appelés à vivre leur époque. Doit-on les ignorer ? Sinon, comment sortir de ce dilemme ?

La solution la plus viable me semble être une littérature nationale en langues nationales; ce qui suppose la promotion des langues nationales qui malgré leurs divisions apparentes, sont assez affiliées entre elles. La preuve en est la mise au point d'un alphabet phonétique international qui permet à celui qui l'a maîtrisé de pouvoir lire et s'exprimer dans n'importe quelle langue nationale.

Par ailleurs si l'on^{de} tient aux langues étrangères, on n'a qu'à se souvenir l'échec de la Campagne Nationale d'Alphabétisation qui avait le malheur d'être organisée sur une base très générale.

Jusqu'à preuve du contraire, les travaux des linguistes ont abouti à la conclusion suivante : celui qui maîtrise bien sa langue maternelle dans ses articulations et sa structure, a toutes les facilités d'en apprendre une nouvelle. Mais si cette formation de base n'est pas bien accomplie, l'apprentissage d'une langue étrangère n'aura qu'un effet passager.

Pour preuve, les premiers missionnaires qui sont arrivés au Cameroun et qui se sont intéressés aux langues africaines, ont non seulement travaillé

dans leur propre intérêt, mais ont rendu aussi un excellent service à ceux à qui ils enseignaient l'évangile. Les quelques traductions qu'ils ont pu faire de la Bible ont permis à nos parents d'assimiler d'une manière indélébile, les préceptes de la religion chrétienne et de la Bible et également de maîtriser nos propres langues.

La promotion des langues nationales souffre de plusieurs maux. Les enfants qui habitent la campagne s'expriment pour la plupart de temps en langues nationales et ce n'est qu'aux seules heures de classe qu'ils le font en français ; alors que leurs camarades de la ville tendent maintenant de plus en plus à le faire en langues étrangères. Ceci découle de l'attitude de ceux qui prennent les décisions. Officiellement, ils proclament l'institution des langues nationales dans les programmes scolaires, mais pratiquement au niveau de leurs propres enfants, c'est le contraire qui s'opère. On s'adresse à l'enfant en français ou en anglais dans toutes les circonstances et on est même prêt à aller les inscrire dans les institutions privés ou internationales destinées aux fils des diplomates et des expatriés vivant le pays. A ce niveau, il y a lieu de s'interroger sur la camouflisation même des programmes, qui, à notre avis devait être une issue pour l'introduction des langues nationales dans le circuit scolaire.

Il va sans dire qu'il y a encore du chemin à parcourir pour la mise en place des langues nationales. Des exemples florissants nous viennent des anciennes colonies britanniques tels que le Nigéria, la Tanzanie, le Kenya. Ce développement des langues aurait un impact considérable auprès de ceux, ^{qui} vivant en campagne, qui n'ont pas pu mener leur éducation scolaire très loin.

Comme on peut bien le constater tout au long de cette analyse, l'accent a été mis sur le système éducatif, qui seul peut favoriser la promotion du livre et de la lecture. Plusieurs faits au niveau de l'école ne permettent pas la bonne conduite d'une opération qui irait dans ce sens.

Le livre est encore et risque de rester encore longtemps conçu sous son aspect utilitaire et pas plus. On recourt aux seuls livres scolaires pour les élèves et étudiants et pour des livres qui permettraient d'obtenir une ascension sociale comme c'est le cas pour plusieurs fonctionnaires. La lecture comme divertissement est encore hors de propos.

Et si même on lit les bandes dessinées, les romans-photos, les fictions et les journaux sportifs, c'est parce qu'on y trouve un intérêt. Par exemple les journaux réalisent les gros scores de vente au lendemain

d'un match de football captivant ou à la suite d'une mesure administrative importante, susceptible d'être à plus ou moins long terme l'objet d'un sujet d'examen ou de concours administratif.

L'intérêt donc se situe à tous les niveaux. Le parent aux revenus limités, ne peut acheter que les livres inscrits aux programmes et pas plus. Les conditions économiques ne sont pas à négliger ici. Ceci se traduit en termes clairs par une situation alarmante des maisons d'édition locales comme c'est le cas pour la C.L.E.

C. Bibliothèques

A cette étape il n'y a plus à aller chercher loin. Le vide que crée l'absence des bibliothèques à tous les niveaux est vivement ressenti. Il n'est nullement question qu'elles n'existent pas : mais celles qui existent, pour la plupart détenues par les missionnaires ne sont que fictives. En parcourant les statistiques de M. Joseph EPEE (10), on se rend compte que ce sont les établissements confessionnels qui sont pourvus de bibliothèques; cela s'explique : pour la plupart, ils sont situés en dehors des villes et vivent repliés sur eux-mêmes. C'est le cas du Collège évangélique de Libamba, du Collège Sacré-Coeur de Makak, du Collège Saint-Laurent de Bafou, des Collèges d'enseignement général et technique de Ndoungué.

Pour d'autres types de bibliothèques, comme celles des pères dominicains à Yaoundé qui avait un fonds de 5000 livres et de 141 périodiques en 1975 (11), les 9/10 sont consacrés aux livres religieux qui n'intéressent aucunement le grand public auquel la bibliothèque est pourtant ouverte. Il en est de même de la bibliothèque du Monastère des Bénédictines du Mont-Fébé (11).

Quant à la bibliothèque universitaire proprement dite, les choses ont à peu près la même allure. Avec plus de 80'000 livres et 620 titres de périodiques (12), elle possède le fonds documentaire le plus important du pays et cela va de soi; mais près de la moitié de celui-ci n'est aucunement utile à ses usagers. Cela s'explique par le fait que la majeure partie de ses collections a été reçue en dons. Ses grands pourvoyeurs ont été la Bienale du livre africain organisée en 1968 et les manifestations du même genre de l'Année Internationale du livre sous l'initiative conjointe du R.P. Engelbert MVENG, alors Directeur des Affaires culturelles au Ministère de l'Education, de la jeunesse et de la Culture et

de M. Jean-Roger FONTVIELLE consultant de l'Unesco en matière de bibliothèques qui lui ont fourni près de 12'000 volumes. Aujourd'hui ce sont les Ambassades des pays amis qui le font : c'est le cas en novembre 1979 de l'Ambassade de la République Fédérale Allemande et décembre 1979 de celle d'Espagne (13)

A ceci il faut ajouter les difficultés dues à la tradition. Comme le disait bien le R.P. E. MVENG, l'homme africain se présente comme une foule, impossible de l'en dissocier si l'on veut le comprendre; ce qui est un obstacle à la pratique de la lecture si une motivation ou une très forte sensibilisation n'est pas créée en ce sens chez l'enfant ou le lecteur potentiel. C'est ce qu'indique bien M. Elie ELIA ZOUÉ:

" Le livre soulève un certain nombre de difficultés à l'échelon individuel de l'Africain. La vie africaine met en effet l'accent sur le groupe et elle laisse peu de place à la réflexion solitaire ou à l'isolement. L'Africain qui désire lire ... doit donc tout mettre en oeuvre pour se ménager une retraite à l'écart de la Communauté, le plus souvent très bruyante ... En Afrique, le retrait d'un individu hors de la Communauté est suspect et ressenti comme une menace pour le groupe, alors, la Communauté africaine a tendance à sanctionner ceux qui s'occupent des livres, c'est une grande difficulté qu'on ne peut pas négliger." (14)

dans la mesure où cette pratique exige la solitude et un effort personnel qui seront suivis d'un bénéfice personnel d'abord et communautaire par la suite.

En résumé, l'on peut affirmer que tout va à l'encontre de la lecture actuellement au Cameroun. Le système éducatif avec un programme inadapté; une politique éditoriale mal définie; une masse non sollicitée à la pratique de la lecture; un réseau de bibliothèques et de distribution du livre inexistant; une rareté du livre : peut-être cette conjugaison de faits a amené M. Abul HASAN à affirmer :

" Le livre ... joue en outre un rôle essentiel dans le développement national et dans l'affirmation et la transmission des valeurs culturelles des peuples et des Nations ... le livre est encore loin d'occuper la place qu'il mérite dans la vie quotidienne des communautés du monde entier et notamment dans les pays en voie de développement qui représentent 70 % de la population et produisent à peine 20 % des livres publiés. Les principaux obstacles au développement du livre et de la lecture ... les coûts de la production intellectuelle (rémunération des auteurs, acquisition des droits d'auteur, achat des droits de traduction ...) et de la fabrication (compte tenu de l'augmentation constante du prix du papier, de l'insuffisance des équipements et des moyens de formation ...) des réseaux de distribution

défaillants qui négligent le plus souvent la masse des lecteurs potentiels vivant à la campagne; le manque de matériel adéquat pour fournir l'habitude de la lecture chez les nouveau alphabètes. " (15)

Bien que le livre demeure encore le médium le plus accessible et le moins cher, l'avènement de nouveaux médias dont nous n'ignorons pas l'existence semble montrer la voie de l'avenir pour l'alphabétisation des masses du Tiers-Monde, vivant encore à l'écart des bienfaits de ces médias. Beaucoup de solutions ont déjà été proposées pour l'amélioration de cette situation. L'action de l'Unesco dans ce domaine est aujourd'hui inestimable. Dans les lignes qui suivent nous essayerons de proposer des solutions pour un cas aussi précis que celui du Cameroun que nous étudions.

-
- (1) AWONIYI A. (Timothy), - Enseignement et langue maternelle en Afrique occidentale : Historique.
In : Enseignement et langue maternelle en Afrique occidentale. - Paris, 1976. - p. 33.
 - (2) ZOUÉ ELLA (Elie). - Le Rôle des missions dans la pénétration du livre en Afrique. - Villeurbanne : ENSB, 1975.
 - (3) MBOZO'O (Effoua Samuel). - La Mission catholique et la pénétration du livre en Afrique noire. - Villeurbanne : ENSB, 1978.
 - (4) LEMEUR (A.). - Expériences d'animation.
In : Notre librairie. - GLEP, No spécial 42-43, juillet septembre 1978, p. 101.
 - (5) KI-ZERBO (J.). - Enseignement et culture africaine.
In : Présence africaine, 38, 3^e trim. 1961, p. 45.
 - (6) FROST (Emma). - Les bibliothèques scolaires de Tanzanie.
In : Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques, 6, 1969, p. 335.
 - (7) KI-ZERBO (J.). - Enseignement et culture africain, op. cit. - p. 355.
 - (8) Cité par J. Chevrien. - Permanence de la tradition dans la littérature africaine.
In : Notre Librairie, op. cit., p. 77.
 - (9) Jeune Afrique, no 1007 du 23 avril 1980, p. 69.
 - (10) EPEE (J.). - Projet d'organisation d'un réseau de bibliothèques scolaires au Cameroun, op. cit., p. 45-58.
 - (11) BAHOKEN (J.C.) et ATANGANA (E.). - op. cit., p. 82 - 83.
 - (12) Liaison : Bulletin d'informations de l'Université de Yaoundé, décembre 1979, p. 6 - 8.
 - (13) Ibid.
 - (14) ZOUÉ ELLA (Elie). - op. cit., p. 32 - 33.
 - (15) HASAN (Abul). - Le livre dans les pays multilingues ... - Paris, 1978. - p. 3.

II. PROJET OU SUGGESTIONS

Comme nous l'avons souligné un peu plus haut, il est question dans ces lignes d'un constat personnel que nous faisons d'une situation. Dans cette dernière partie du travail, nous émettrons ce qui nous semble être les meilleures orientations sur lesquelles on pourra miser pour améliorer la situation actuelle. Elle n'est guère brillante certes, et un travail de ce genre ne peut se terminer que par des suggestions, voire des appels qu'on lance aux décideurs pour promouvoir la lecture et le livre.

Cette promotion ou bien ce changement exige pas mal de choses; à commencer par des modifications à introduire dans le système éducatif; à créer toutes les catégories de bibliothèques comme le prévoient les plans quinquennaux de développement; à relancer la campagne nationale d'alphabétisation sur une base surtout fonctionnelle axée sur les langues nationales; à redéfinir d'une manière très nette la politique éditoriale et le desserrement de l'étai de la censure afin de permettre au génie national de s'épanouir.

Toutes ces dispositions, en effet, ne peuvent être envisagées en une seule fois; ce qui tournerait en une utopie ! C'est ainsi que nous envisageons de les échelonner sur trois étapes c'est-à-dire à court terme pour les réformes qui peuvent être exécutées immédiatement à partir de ce dont on dispose déjà sur place; à moyen terme pour des réformes qui nécessitent des analyses réfléchies et poussées et à long terme pour celles qui exigent une étude assez approfondie et fouillée.

A. A court terme

un livre

La première action ici, consiste à remettre au moins à chaque enfant qui va à l'école. Ceci est d'autant plus possible que l'Unesco a fait quelque chose dans ce sens avec la création du défunt CEPMAE, devenu aujourd'hui CEPER. L'essentiel et le plus important de cet apport résidera dans le contenu du livre qu'il aura ainsi à sa disposition. Cette tâche revient bien sûr au Centre National d'éducation qui conçoit les programmes scolaires.

Puisqu'il n'existe pas encore de bibliothèques scolaires dignes de ce nom partout, cette action ne pourra porter des fruits qu'avec le maintien de l'harmonisation des prix des livres entreprise par le Ministère de l'Education Nationale. Celle-ci doit être accentuée pour permettre l'accessibilité du livre à tous. Car beaucoup de manuels scolaires sont encore réalisés par les grandes maisons d'édition multinationales qui n'ont pour toute ambition que de réaliser le maximum de profit possible. Avoir un livre à sa disposition n'est nullement suffisant; encore faut-il qu'on sache l'utiliser. Pour que l'enfant soit capable de s'en servir, il lui faut une initiation de base solide. Ce rôle revient aux enseignants. Ceci nous permet de rejoindre le point de vue que développe M. Mathieu FOKOUG dans son travail : (1) à savoir la formation de l'utilisateur.

L'enseignant qui, durant sa formation aura été imprégné de la nécessité de la lecture, ne marquera pas au cours de sa carrière de faire partager ses expériences aux élèves. C'est ainsi, nous semble-t-il qu'il est nécessaire d'équiper les Ecoles normales des bibliothèques modèles nécessaires, régulièrement pourvues, afin de former les futurs enseignants aux tâches élémentaires de bibliothéconomie. Ceux-ci pourront, une fois en poste, entreprendre la mise sur pied d'une bibliothèque dans leur établissement.

Nul ne peut ignorer le rôle combien important que l'enseignant joue sur l'enfant au cours de sa scolarité. Un allègement des programmes doit être prévu. Cette action une fois entreprise, ne peut être menée avec succès que si les parents prennent conscience de leur rôle dans le processus éducatif. A ce niveau, une vérité indéniable s'impose. C'est celui des effectifs. Ils ne peuvent pas être réduits aussi rapidement qu'il serait souhaitable. L'africanisation des programmes ou plus précisément leur camerounisation est une nécessité. L'enfant doit d'abord se retrouver dans ce qu'il apprend; peut-être ce qui a amené Mme Emma FROST à émettre la constatation suivante :

" Le premier principe (pour déterminer les catégories de livres qu'il convient d'acquérir) est, à coup sûr, de constituer une solide base d'africanisme, afin que l'élève puisse comprendre sa propre société et sa propre culture. Puis sur cette base, il faut élargir l'horizon vers l'extérieur de façon que le jeune africain puisse comprendre d'autres sociétés, d'autres cultures et d'autres époques, et qu'il puisse se situer lui-même dans le monde conscient du caractère unique de son identité d'Africain mais conscient aussi de sa place en tant que citoyen du monde. " (2)

Quant au problème de la langue, il serait encore trop tôt d'envisager une solution définitive, car chacun sait quelle situation il provoque lorsqu'il est mis sur le tapis. Pour le moment on peut se contenter de cette idée émise par M. J. KI-ZERBO depuis 1961 :

" A court terme, il faut conserver aux langues européennes leur rôle de langue officielle et de culture, tout en insistant dans les études littéraires sur les textes des auteurs africains ou américains francophones et anglophones." (3)

Cependant nous n'affirmons pas que les langues nationales n'ont pas leur place dans les écoles, car KI-ZERBO poursuit son idée ainsi :

" Il faut aussi conserver aux langues africaines leur rôle de lien social, de véhicule des traditions, de l'information politique et d'alphabétisation des adultes comme des enfants dans les classes primaires. " (4)

Pour ce qui est de l'introduction des langues africaines dans les programmes scolaires, des expériences du Nigéria, Ghana peuvent être étudiées et testées.

Quant aux adultes, qui soit n'ont pas été à l'école ou bien l'ont quitté trop tôt, l'on peut encore relancer la campagne nationale d'alphabétisation fonctionnelle. Cette alphabétisation aurait assez d'assise si elle était faite en langues nationales. Bien qu'il y ait une multiplicité de langues au Cameroun, elles se regroupent en deux grandes familles : les Bantou au Sud et les soudanaises au Nord. La constitution d'un alphabet phonétique international est déjà un début de solution à ce problème. Il faut cependant émettre un regret à la suite de la suppression des enseignements de langues nationales à l'Université de Yaoundé. Mais le département de linguistique et des langues africaines n'abandonnera pas ses recherches et surtout continuera à travailler de concert avec le Centre de recherches des langues et traditions orales africaines, département spécialisé de la Délégation générale de la Recherche scientifique et technique.

Nul n'est dupe que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture est beaucoup plus aisé dans la langue maternelle, et que c'est le procédé habituellement utilisé pour l'éducation des adultes.

Quant aux bibliothèques existantes, elles doivent être revitalisées. La première opération consisterait à les épurer des livres inutiles qu'elles contiennent afin de permettre aux nouveaux qui arriveraient de trouver assez d'espace. Cet espace doit être aussi repensé avec la venue des nouveaux médias car il est hors de question aujourd'hui que les bibliothèques ne contiennent que des livres.

Ainsi on relancerait les sections bibliothèque des foyers culturels et maisons de jeunes dans les localités où elles existent; les pourvoir d'un budget régulier ou au besoin créer un service central de bibliothèques qui centraliserait les achats et les approvisionnerait à son tour.

Quant aux bibliothèques scolaires, après leur épuration, elles se constitueront un nouveau fonds. L'initiative qui a été amorcée en août-septembre 1979 doit être permanente. En effet de tels stages permettent de résoudre le problème de la pénurie du personnel spécialisé. On gagnerait beaucoup en la répétant tous les ans. Un service central qui s'occuperait de toutes les tâches techniques, des enseignements lors de ces stages et des tournées dans les différents établissements permettrait une bonne définition de la politique des bibliothèques.

Les bibliothèques ne doivent pas être des entreprises que l'on peut créer sous l'effet d'un enthousiasme passager, pour les abandonner par la suite. Tout doit être organisé sur une base permanente. Il faut que la responsabilité en soit confiée à une autorité centrale légalement constituée, qui veillera à ce que le service soit assuré. La mise sur pied d'une direction unique de toutes les bibliothèques permettrait de réaliser quelque chose de plus concret et de plus durable.

A titre d'exemple, sur un plan plus restreint, nous avons au sein du Club Unesco de l'Université de Yaoundé créé un Centre de documentation axé sur les réalisations de l'Unesco mais surtout sur les organisations internationales. Cela a suscité pas ^{mal} d'intérêt auprès de nos membres, mais aussi auprès de tous les étudiants chez qui ce genre de documentation faisait défaut.

Si cette revalorisation des bibliothèques existantes venait à être réalisée en attendant que la création des bibliothèques municipales prévue dans le Quatrième Plan quinquennal de développement économique, social et culturel - qui malheureusement expirera en 1981 - devienne une réalité, elle serait une source indispensable de marché pour les maisons d'édition locales à savoir C.L.E., CEPER et AGRACAM pour ne citer que les principales. L'édition redorerait ainsi son blason. Mais elle doit se faire dans un sens bien déterminé peut-être celui émis par M. Abul HASAN :

" Il doit être clair, cependant, que dans tout programme de promotion du livre, les obligations locales et nationales sont d'une importance capitale; le développement du livre requiert

une approche multidisciplinaire et il convient de reconnaître l'importance du livre national comme facteur authentique du progrès d'une nation. " (5)

Ainsi la voie doit être ouverte aux nationaux pour s'exprimer. Des organes d'expression seront mis à la disposition des professeurs de l'enseignement supérieur pour publier régulièrement les résultats de leurs recherches. Le Comité littéraire des maisons d'édition devra être de moins en moins partial. Notre culture cessera ainsi d'être purement folklorique. Ce réseau de bibliothèques, une fois établi, ne pourra que susciter un engouement vers les livres et l'habitude de la lecture dont quelques préceptes se trouvent en annexe, ne pourra que dignement trouver sa place au sein de notre société. Aussi allons-nous continuer avec les objectifs à moyen terme.

B. A moyen terme

A ce niveau, il nous semble bon d'évoquer des conditions sans lesquelles les principes émis ci-dessus, ne peuvent s'affermir. Elles doivent être le trait d'union entre l'étape précédente et l'étape suivante pour qu'un début de solution viable soit apporté au problème du livre et des bibliothèques.

C'est à cet effet qu'on doit envisager la mise sur pied d'un Conseil national de promotion non seulement du livre mais de tous les médias; car la situation présente nous place en face de deux types de lecteurs : d'une part ceux qui sont encore à l'école ou dont les fonctions exigent un rapport avec les livres qui constituent certes une faible proportion de la population, et d'autre part ceux qui n'ont jamais été à l'école ou qui l'ont quitté très tôt et dont les tâches les éloignent des livres et pour qui seuls les nouveaux médias peuvent avoir un effet positif.

Ce Conseil national aura à réunir tous ceux dont les fonctions ont trait aux livres et aux nouveaux médias. Il tentera alors de travailler selon un schéma présent en annexe, tout en l'adaptant aux réalités camerounaises. Nous savons bien qu'il existe et qu'il ne faut que le dynamiser.

Seule son action dynamique peut permettre l'application de l'article 33 du Décret no 73/1 du 3 janvier 1973 qui stipule :

" La Bibliothèque Nationale a pour mission d'une part de conserver le patrimoine intellectuel national et d'autre part, de promouvoir la lecture publique grâce à la création des bibliothèques de lecture publique dans les chefs-lieux des

provinces, dans les préfectures, sous-préfectures et les districts et des bibliothèques pour les campagnes."

Comme on peut le constater, ce ne sont pas les textes de loi qui font défaut en la matière.

Il aura aussi à faciliter la tâche des maisons d'édition locales et des librairies en amenant le Gouvernement à lever un peu l'état sur les taux de douane en ce qui concerne tous les accessoires entrant dans la confection du livre. A ce sujet, nous ne pouvons que nous réjouir de la présence de l'usine de pâte à papier déjà opérationnelle dans le pays. Un plan d'action bien défini permettrait aux industriels de monter des usines de fabrication du papier. Ceci serait d'une nécessité incomparable car il permettrait une réduction considérable du coût du papier.

Une action de ce genre, si elle est bien menée, pourra aboutir au lancement des collections et revues pour la jeunesse. Ce travail sera mené de concert avec le Centre National d'Education et de l'Institut des Sciences humaines. Elles auront pour particularité d'être bon marché, c'est-à-dire accessibles à tous. Elles doivent porter sur des faits historiques, géographiques, anthropologiques, artistiques ... nationaux.

Comme exemple de faits historiques, on pourra choisir les grandes figures qui ont marqué l'histoire nationale, les grands moments de cette histoire. Le lancement de cette entreprise nécessite un soutien précieux qui non seulement garantirait sa pérennité dans le temps mais lui ouvrirait aussi tous les horizons possibles.

L'on pourrait rétorquer qu'il existe déjà quelque chose dans ce sens. Nous ne l'ignorons pas. C.L.E. l'a lancée au niveau continental et au prix où sont vendus ses volumes, elle n'est pas accessible à toutes les bourses.

Ce projet aura l'allure de petites histoires qui permettront aux enfants de mieux appréhender l'histoire nationale. Et ce n'est qu'au moment où ils l'auront assimilée, qu'ils pourront mieux percevoir tout ce qui se passe au delà des frontières. L'ambiguïté des Africains a été depuis la colonisation qu'on leur faisait apprendre toujours ce qui se passait sous d'autres cieux tout en ignorant le monde immédiat qui les entourait.

Dans le même ordre d'idée, des programmes bien définis seront élaborés pour des villages pilotes comme cela est déjà le cas dans pas mal de parties du pays. Une initiative comme le Service Civique National

de participation au développement doit être étendue sur tout le territoire du pays, ceci pour amener les jeunes et les nouveaux alphabétisés à comprendre qu'aller à l'école ne signifie pas en définitive qu'on ira travailler en ville.

Ainsi une grande partie de ce projet de collections et de revues pour la jeunesse sera consacrée aux problèmes économiques du pays. L'agriculture comme l'élevage et la pêche seront nettement représentées. L'aboutissement d'un travail de ce genre permettra une certaine modulation de la mentalité nationale ou bien d'un consensus national. En extrayant de notre propre culture nationale les richesses qu'elle contient, on peut contribuer efficacement à cimenter l'unité nationale.

Des exemples dans ce sens ne manquent pas. L'un des plus en vue est celui des auteurs d'Onitsha qui ont réussi à faire de leur littérature une littérature vivante, répondant au besoin aujourd'hui clairement identifié dans le Tiers-Monde, et particulièrement en Afrique de l'Ouest, d'une littérature de distraction locale qui, parce que publiée localement, crée un circuit de communication.

Malheureusement la colonisation française tout en réprimant toutes les langues africaines, n'a pas permis de créer un créole à la manière du pidgin comme il fut le cas dans les anciennes colonies britanniques. Ce créole constitue déjà un médium indéniable de communication entre ces peuples. Le swahili n'est qu'un exemple patent. Au niveau national, par exemple, nos compatriotes anglophones lettrés et illettrés sont unis par le pidgin et ceux qui ont été à l'école sont marqués par la tradition anglo-saxonne d'usage maximum du livre. Cette pratique acquise tout au long de leur formation primaire et secondaire se remarque dès leur arrivée à l'université. C'est ce déséquilibre qui réside chez les francophones qu'il faut combler en commençant par une initiation au livre et à la lecture dès la base.

Si cette pratique est à admirer chez les anglophones, elle ne va pas sans occasionner quelques grincements de dents lorsque l'on sait que le gros de ce qui est lu dans le secondaire n'a aucun lien avec le milieu dans lequel ils vivent et est essentiellement axé sur la Grande-Bretagne et le monde anglo-saxon. Avec la camerounisation des diplômés qui leur étaient jusqu'à ces derniers temps décernés à Londres, les problèmes nationaux occuperont une place digne dans leurs programmes.

Cet aspect du problème nous permet de démontrer les divergences qui existent sur le terrain et que la construction d'une mentalité nationale suppose une harmonisation des programmes scolaires à tous les niveaux.

Si la création des bibliothèques venait à être effective à ce stade, elles constitueraient un support non négligeable à la réalisation de tous ces projets. Etant donné que le Quatrième plan quinquennal vient bientôt à expiration, il sera urgent d'inscrire la création des bibliothèques parmi les priorités à réaliser au cours du Cinquième plan. On lui adjoindra également la campagne nationale d'alphabétisation sur une base fonctionnelle comme l'indique M. BAREGU :

" L'un des objectifs précis des projets d'alphabétisation fonctionnelle est de fournir en quantités suffisantes, les textes de lecture nécessaires pour inculquer à la population des notions d'hygiène collective et individuelle, d'alimentation, de puériculture et d'économie domestique qui permettront d'améliorer les conditions de vie de la famille et de la communauté, de rendre possible l'éducation permanente et d'éviter le retour à l'analphabétisme. " (6)

Le succès des actions coopératives au niveau des villages où elles existent n'est plus à démontrer; mais le seul problème réside dans le fait que le paysan ne se sent pas encore maître de cette institution. Une alphabétisation bien dosée lui permettrait d'en arriver là. L'écueil qu'il est souhaitable de lever est celui de faire comprendre aux gens qu'il n'y a pas opposition entre scolarisation et alphabétisation et que l'une, l'alphabétisation, peut se faire sans avoir besoin de l'autre. L'action de la radiodiffusion nationale vers les masses, encore balbutiante, doit se définir dans le même ordre d'idée. Il est indéniable que l'action du sonore est bien perçue dans un milieu où loralité est de pratique, tel celui du Cameroun. Elle ne doit pas se contenter de quelques émissions surajoutées au programme habituel d'information générale.

Les problèmes sont immenses et nécessitent qu'on y veille au lieu de les laisser s'entasser car tôt ou tard on sera appelé à y revenir. Nous nous acheminons ainsi vers la troisième étape.

C. A long terme

Il sera essentiellement celui de la langue nationale et de la conception des manuels scolaires en celle-ci.

Le problème est vraiment délicat pour le moment et nécessite un recul assez pensé pour le résoudre. Il serait bien de parler des langues nationales car lorsqu'il sera question d'une langue nationale elle deviendra automatiquement officielle.

Le processus étant de longue haleine comme celui de la construction nationale toute entière, nécessite une évolution par étapes.

La première s'effectuerait au niveau régional ou par grande famille de langues. Ainsi on aura les grands groupes suivants à la base : Bamiloké, Béti, Bassa, Duala, Bali, Baya-Maka, Fufuldé ... Cette étape permettra un rapprochement intime.

Au-delà, on procédera à des fusions telles que Bamiloké - Bali - Bamoun; Béti - Baya-Maka; Bassa - Duala ... Ainsi naîtront des unités linguistiques précisant le rapprochement de la première étape.

En dernière étape surgira celle qui aura le plus d'adeptes sans pour autant qu'on puisse négliger les autres. Il est évident que toutes les langues ne pourront pas devenir la langue nationale et qu'il faudra en choisir une seule. A moins qu'on ne résolve le problème de manière différente en utilisant l'alphabet phonétique international qui les lie en grande partie pour construire une langue artificielle dans laquelle chacun trouvera son compte. Dans l'un ou l'autre cas il faut de la patience.

Pour mener à bien cette action, il faut qu'elle soit soutenue par les médias. L'on éditera aussi des manuels d'alphabetisation fonctionnelle en langues nationales, des manuels scolaires d'initiation pour les enfants. Le succès de cette opération dépendra de l'accueil que lui réservera le public. Ici les parents, alphabétisés dans leurs propres langues, n'hésiteront pas à les inculquer à leurs enfants et ceux-ci forts de cette assimilation, pourront envisager toute autre langue étrangère avec une certaine aisance. L'écho auprès des masses est absolument nécessaire pour ne pas faire souffrir les maisons d'édition qui assureront la publication de ces manuels.

Ici une structure optimale des bibliothèques s'impose. La première nécessité qui apparaît est surtout la formation du personnel qui jouera surtout le rôle d'animateur. Alors la Bibliothèque sera conçue dans son sens le plus large où chacun trouvera quelque chose qui l'intéresse.

Autre fait à long terme : la réalisation d'une édition enfantine. Elle n'aura de succès que lorsqu'on se sera assuré que l'habitude de la lecture est devenue une chose acquise chez les enfants. Elle doit être pensée dans une optique nationale avec une évolution progressive vers l'étranger.

Autre problème à long terme : celui de la traduction. Pour les matières littéraires et même parfois scientifiques, on ne pourra pas se passer des traductions. Tout ceci nécessite non seulement des valeurs humaines considérables, mais aussi des investissements lourds.

Si l'on venait à mettre à exécution des projets de cette nature, leur mise en place souffrirait d'une concurrence étrangère ne tenant pas tout à fait à perdre l'acquis. Cette lutte doit être aussi envisagée à long terme et doit tenir compte des potentialités économiques du pays. L'expérience prouve cependant que les activités culturelles sont toujours celles qui souffrent des problèmes de financement. N'a-t-on pas entendu des économistes dire que la culture était un investissement à perte ? Pourtant l'éducation classique décroche les records d'affectation de budget dans presque tous les pays. Le financement des projets culturels aiderait à soutenir cette formation classique hors du cadre scolaire. Sinon cette négligence ne tardera pas à se faire sentir, à en juger par le taux sans cesse croissant de ce que les spécialistes de l'éducation appellent déperdition scolaire et que le commun des mortels appelle délinquance juvénile.

Ainsi avons-nous très rapidement ébauché quelques orientations qui nous ont semblées nécessaires pour la promotion du livre et des autres médias. Ces derniers sont en passe d'être les médias d'avenir pour l'Afrique, mais seront-ils adaptés ? Une conception technique appropriée de ces matériels s'avère très utile pour l'Afrique, mais c'est là un problème qui à lui tout seul nécessiterait une étude si l'on veut éviter les erreurs commises à propos du livre et de la lecture.

- (1) FOKOUG (Mathieu). - La Formation des utilisateurs ..., op. cit.
- (2) FROST (Emma). - op. cit., p. 335.
- (3) KI-ZERBO (J.). - op. cit., p. 52.
- (4) Ibid.
- (5) HASAN (Abul). - op. cit., p. 14.
- (6) BAREGU (M.L.M.). - Le rôle des bibliothèques rurales dans les campagnes d'alphabétisation fonctionnelle.
In : Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques, 1, 1972,
p. 19 - 26.

III. CONCLUSION

Tout au long de ce travail, nous avons souligné assez de problèmes. Le sujet l'exigeait car le développement de la lecture ne se pose plus uniquement aujourd'hui en terme de livre. Ainsi nous avons été amené à une présentation de la situation actuelle ayant une relation avec le livre. Les nouveaux médias n'ont pas trop retenu notre attention, et cela va de soi car leur usage n'est pas encore monnaie courante. Leur introduction se fait encore lentement.

Notre souci a été d'analyser la situation extra-scolaire. Elle n'est guère réjouissante selon qu'on se trouve en campagne ou en ville. L'école, qui reste encore le lieu privilégié d'apprentissage de la culture, n'a pas laissé d'empreintes sur la plupart de ceux qui y sont passés. Peut-être à cause d'une pédagogie importée, donc inadaptée; d'un programme scolaire dans lequel le sujet qui apprend ne se retrouve pas toujours ou bien de la méthode barbare d'apprentissage qui a été toujours d'usage !

Quant à ceux qui habitent les zones rurales, ils sont purement et simplement délaissés. Abandonnés à cause d'une infrastructure de communication parfois défectueuse, ils sont la proie de l'analphabétisme.

Le problème des langues nationales est-il un problème de tout le monde ou d'une partie de la population démunie à en juger par l'attitude de ceux qui ont le pouvoir de décision ? La situation n'est nullement encourageante car on a l'impression qu'ils travaillent pour les autres et qu'ils ne se sentent pas concernés, raison pour laquelle la plupart des projets nationaux capotent.

C'est au vu de ces problèmes que nous avons fait quelques suggestions visant la promotion du livre. Des réformes doivent dans ce sens être déterminées en relation étroite avec le domaine de l'éducation, en le rendant beaucoup plus rentable qu'il ne l'est actuellement par la conception d'une structure de soutien extra-scolaire qui le rendrait permanent : les bibliothèques. Financer et élaborer des programmes viables pour la Campagne nationale d'alphabétisation qui doit être orientée vers la fonction principale de ceux qui la reçoivent d'où la relation éducation et profession telle que la veut l'Unesco.

Le concours de l'Unesco est d'une grande nécessité pour l'accomplissement de ces tâches. Elles sont nombreuses voire déplaisantes. Les poser toutes à la fois s'avère indigeste mais l'expérience n'a-t-elle pas prouvé que pour avoir le strict minimum, il faut demander beaucoup ? Ce n'est pourtant pas une raison pour les gouvernants de se leurrer de ces problèmes, car leur résolution est d'une éminente actualité et les exigences du temps moderne ne font que les précipiter. En somme il a été question de démontrer que la lecture pouvait être sortie de son carcan classique qui lui conférait uniquement son caractère utilitaire pour devenir un objet de divertissement au même titre que la danse, le chant au clair de lune...

Pour que cette action porte ses fruits, la restructuration de la Bibliothèque nationale qui semble être en veillesse actuellement, s'impose afin qu'elle serve de modèle à d'autres bibliothèques. Dans un premier temps, elle servirait de noyau au Service Central des Bibliothèques s'il arrivait que la direction des bibliothèques soit unifiée, au contraire de la situation anarchique qui semble sévir actuellement. Toute entreprise positive dans ce sens exige une centralisation pour qu'il n'y ait pas de déperditions de force. Ainsi elle servirait de centre de documentation au Ministère de la Jeunesse et des Sports qui encadre l'éducation populaire et la Campagne nationale d'alphabétisation; dépendant actuellement du Ministère de l'Information et de la Culture, elle aiderait à mieux préparer les émissions radiodiffusées en direction des masses rurales, elle serait également en liaison solide avec le Ministère de l'Education Nationale pour l'approvisionnement des bibliothèques scolaires et servirait enfin de centre de réception des dons et de tri puis de répartition judicieuse de ceux-ci selon les besoins de chaque catégorie de bibliothèque.



B I B L I O G R A P H I E

- AMOUCHE-MBA (Pierre); GANDHO (Pascal). - Réflexions critiques sur le livre et la lecture en Afrique noire ex-française. - Villeurbanne : ENSB, 1976. - 36 p. ; 30 cm. - (Note de synthèse).
- BAHOKEN (J.C.); ATANGANA (Engelbert). - La politique culturelle en République Unie du Cameroun. - Paris : Presses de l'Unesco, 1975. - 93 p. ; 24 cm. - (Politiques culturelles : études et documents).
- BAMBERGER (Richards). - Développer l'habitude de la lecture. - Paris : Unesco, 1975. - 56 p. ; 27 cm. - (Etudes et documents d'information ; 72).
- BAMGBOSE AYO. - Enseignement et langue maternelle en Afrique occidentale. - Paris : Presses de l'Unesco, 1976. - 137 p. ; 24 cm.
- BAREGU (M.L.M.). - Le Rôle des bibliothèques rurales dans les campagnes d'alphabétisation fonctionnelle.
In : Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques, 1, 1972, p. 19-26.
- BEUSELZE (Marie-Joseph); ZOGUEHI (Brigitte). - Le Problème de la lecture en Côte d'Ivoire. - Villeurbanne : ENSB, 1976. - 46 p. ; 30 cm. - (Note de synthèse).
- BONNY (H.V.). - Le Rôle de l'Unesco dans le développement des bibliothèques scolaires en Nigéria.
In : Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques, 2, 1966, p. 77-85.
- BURKARD (Th.). - Notre librairie. - Paris : CLEF
- No 29 (septembre-octobre 1975)
- No 30 (janvier - mars 1976)
- No 39 (novembre-décembre 1977)
- o 41 (avril-juin 1978)
- No 42-43, no spécial (juillet-septembre 1978)
- No 49 (juillet-septembre 1979)
- No 50 (novembre-décembre 1979)
- no 51 (décembre 1979)
- EPEE (Joseph). - Projet d'organisation d'un réseau de bibliothèques scolaires au Cameroun. - Cameroun : ABS, 1976. - 68 p. ; 29 cm.
- FOKOUG (Mathieu). - La Formation des utilisateurs : une solution à la sous-exploitation des bibliothèques des établissements d'enseignement supérieur des pays d'Afrique noire d'expression française. - Villeurbanne : ENSB, 1978. - 82 p. ; 30 cm. - (Note de synthèse).
- FOKOUG (Mathieu). - Guide pratique de l'étudiant et du chercheur camerounais. - Yaoundé : B.U., 1979. - 64 p. ; 30 cm. - (Etudes et recherches en bibliothéconomie ; 13).
- FROST (Emma). - Les Bibliothèques scolaires de Tanzanie.
In : Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques, 6, 1969, p. 330-342.

- HASAN (Abul). - Le livre dans les pays multilingues : étude élaborée à partir des Actes du Colloque sur la publication des livres dans les diverses langues des pays multilingues, Moscou - Alma Ata, URSS, 6 - 10 septembre 1976. - Paris : Unesco, 1978. - 64 p. ; 27 cm.
- ISSOCK (Simon-Pierre). - Projet de création des bibliothèques publiques au Cameroun. - Villeurbanne : ENSB, 1977. - 33 p. ; 30 cm. - (Note de synthèse).
- KI-ZERBO (Joseph). - Enseignement et culture africaine.
In : Présence africaine, 38, 3^e trim. 1961, p 45-60.
- Langues africaines.
In : Afrique-Asie, no 211 du 14 au 21 avril 1980, p. 64-68.
- Les livres et les Africains.
In : Jeune Afrique, no 1007 du 23 avril 1980, p. 69-87.
- MBOZO'O (Efoua Samuel). - La mission catholique et la pénétration du livre en Afrique noire. - Villeurbanne : ENSB, 1978. - 36 p. ; 30 cm. - (Note de synthèse).
- MINTSA-ZE (Manasse). - La situation de l'édition au Cameroun des origines à 1970. - Villeurbanne : ENSB, 1979. - 61 p. ; 30 cm. - (Note de synthèse).
- NDIAYE (Th.). - Misère des bibliothèques sénégalaises ou le paradoxe de l'école sénégalaise.
In : BLIBAD, 1, 1976, janvier, p. 4.
- REBHI (Mohamed). - La situation des bibliothèques scolaires en Tunisie et les problèmes de la lecture. - Villeurbanne : ENSB, 1976. - 46 p. ; 30 cm. - (Note de synthèse).
- Réunion de l'Unesco sur la promotion du livre en Afrique.
In : Bulletin de l'Unesco à l'intention des bibliothèques, juillet-août 1968, p. 233-234.
- RICARD (Alain). - Livre et communication au Nigéria : essai de vue généraliste. - Paris : Présence africaine, 1975. - 136 p. ; 21 cm. - (Collection Adiva).
- SMITH (Datus C.), Jr. - Les Problèmes économiques de l'édition des livres dans les pays en voie de développement. - Paris : Unesco, 1977. - 48 p. ; 27 cm. - ((Etudes et documents d'information ; 79).
- VERDOODT (Albert). - L'Enseignement dans un contexte national plurilingue et multilingue : bibliographie annotée préparée pour le Bureau International d'Education.
In : Documentation et information pédagogique, 204, 3^e trim. 1977.
- WADIER (Henri). - Un Apprentissage heureux de la lecture. - Paris : Castermann, 1978. - 189 p. ; 20 cm. - (Orientations. E3)
- ZOUÉ ELLA (Elie). - Le rôle de la mission dans la pénétration du livre en Afrique. - Villeurbanne : ENSB, 1975. - (Note de synthèse).

A N N E X E S

=====

IX. Résumé

Annexe 1

Brève récapitulation des principes fondamentaux et des activités qui en résultent

I. L'acquisition d'intérêts et d'habitudes durables en matière de lecture est un processus continu qui commence à la maison, est renforcé systématiquement à l'école et se poursuit plus tard sous l'influence du milieu culturel général et des efforts conscients déployés par les responsables de l'éducation et les bibliothèques publiques.

II. Les facteurs décisifs dans ce processus sont la joie procurée par les livres dès l'âge préscolaire (grâce aux histoires racontées et lues à haute voix), la satisfaction tirée des résultats et de la réussite de l'apprentissage de la lecture qui doit tenir compte en même temps des possibilités et des besoins multiples, ainsi que l'encouragement de toutes les motivations possibles à la lecture.

III. Le fait de s'identifier à des idéaux et à des personnes prises comme modèles telles que parents, amis, enseignants, bibliothécaires, etc. contribue très fortement à créer une attitude positive envers la lecture.

IV. Parmi les conditions nécessaires à l'acquisition d'habitudes positives de lecture, il faut inclure les occasions de lire, sous toutes les formes possibles : le livre de poche présenté comme "livre d'argent de poche", la création d'une bibliothèque personnelle, la bibliothèque de la classe et de l'école, la bibliothèque publique (bibliothèque de communauté, d'église, d'entreprise, etc.).

V. Diverses méthodes et mesures spéciales sont nécessaires pour inciter à la lecture : lecture en classe, lecture en groupe et discussion au cours de laquelle les élèves "avancés" stimulent les autres et les incitent à les imiter, lecture individualisée en classe, au cours de laquelle chaque élève éprouve la satisfaction de pouvoir discuter amicalement avec le professeur.

L'aide et l'encouragement sont les éléments dont dépend la réalisation de ces objectifs et

d'autres objectifs semblables. Il faudrait qu'auteurs, éditeurs, enseignants, bibliothécaires, parents, amis des livres coopèrent pour découvrir des formules nouvelles et meilleures de promotion des livres. L'année internationale du livre 1972 a fourni l'occasion de former de tels groupes de travail et de lancer des projets efficaces.

Les brèves suggestions qui suivent concernant les méthodes et les activités constituent un résumé des parties détaillées de l'étude, destiné à simplifier le travail pratique. Moyennant de légères modifications, un grand nombre de ces suggestions peuvent également être mises en oeuvre dans les bibliothèques et les autres groupes de jeunesse aussi bien que dans la salle de classe.

Idées et suggestions pour susciter et développer des intérêts et des habitudes durables en matière de lecture

- Usure des livres - En observant quels livres de bibliothèque sont les plus usés et les plus sales, on peut apprendre beaucoup sur leur popularité parmi les lecteurs.
- Concours de rédaction sur des sujets tels que "Un livre qui m'a beaucoup plu", "Un livre qui ne m'a pas plu", "Une journée à la place de ..." (l'enfant inscrit le nom de la personne qu'il voudrait être et décrit les événements qu'il voudrait vivre au cours de cette journée s'il était à la place de cette personne).
- "Livre du mois" choisi par les élèves après discussion et note ; naturellement, le livre circulera et sera lu par la majorité des élèves, en partie par curiosité, en partie par intérêt réel.
- Emprunt de livres - Encouragement à l'emprunt de livres aux bibliothèques d'élèves et entre élèves :
 - (a) Visites aux bibliothèques publiques ;
 - (b) Les élèves parlent des livres qui leur ont plu particulièrement ;

- (c) On explique aux élèves que, si chacun d'eux prête son livre à ses camarades, le livre s'usera certes, mais qu'en compensation chaque élève pourra lire au moins 30 autres livres intéressants.
- Echange d'impressions sur les lectures - Les élèves de la même classe ou les usagers d'une bibliothèque peuvent utilement échanger leurs impressions sur leurs lectures.
- Recherche de livres - Les élèves ou les membres d'un groupe de jeunes s'efforcent ensemble de trouver des livres de qualité. Ils s'habituent à utiliser non seulement la bibliothèque, mais aussi les divers moyens auxiliaires tels que listes de livres, etc.
- Encouragement à l'achat de livres.
- (a) Expositions de livres.
- (b) Discussion en classe sur les livres recommandés.
- (c) Promotion des livres de poche en tant que "livres d'argent de poche".
- Compilation de listes de livres pour un choix judicieux.
- Remise de livres en guise de cadeau ou de prix.
- (a) Livre d'anniversaire : la classe offre un livre à chaque élève pour son anniversaire.
- (b) Livres offerts en récompense de résultats particulièrement brillants lors de la remise des carnets scolaires, pour des concours de rédaction ou de dessin. Les autorités scolaires (collectivité), les parents et les associations d'entreprises (banques) soutiennent souvent de tels programmes.
- Jeux de questions de toutes sortes sur les livres.
- Occasions offertes pour la lecture - à l'école, dans les clubs de jeunesse, les parcs, etc.
- Pratique régulière de la lecture - 15 minutes de lecture silencieuse libre chaque jour en classe sont plus importantes pour l'entraînement à la lecture qu'une seule période de plusieurs heures.
- Festivals de lecture - Les élèves qui savent bien lire racontent des histoires, lisent à haute voix, jouent des scènes, récitent des poèmes, etc. devant les autres enfants, les parents, etc.
- Passeport du lecteur - Ce nouvel instrument qui permet de mesurer les résultats obtenus en lecture s'est révélé aussi un excellent moyen d'augmenter l'intérêt pour la lecture. L'enfant veut améliorer ses résultats et, par conséquent, lit davantage.
- Fiches descriptives du lecteur - Pour suivre l'évolution de l'intérêt pour la lecture, on établit des fiches descriptives du lecteur comportant des rubriques pour toutes les données pertinentes, en particulier les livres lus et leur notation par les élèves. Les indications suivantes doivent y figurer : nom et âge de l'élève, résultats des tests de lecture, type de lecteur, goûts particuliers en matière de lecture,

affiliation à un club du livre, bibliothèques, livres possédés.

- "Journal de lecture" - Le journal de lecture s'est révélé utile pendant plus de dix ans dans des centaines de classes autrichiennes. Lorsque les élèves se sont habitués à inscrire tous les livres qu'ils lisent et qu'ils en ont noté un grand nombre, ils commencent à se passionner pour la collection et pour cette forme de compétition. Le "journal de lecture" incite à lire. On a choisi cette appellation pour que les élèves aient le sentiment que c'est leur livre à eux, dans lequel ils peuvent converser avec l'auteur.
- Moyens d'information de masse - Il n'est pas judicieux d'opposer les livres et les autres moyens d'information de masse ; il est préférable d'établir un rapport entre les uns et les autres.
- (a) Mention de la présentation de livres, de pièces radiophoniques, de lectures de poésies, etc. par la radio et la télévision.
- (b) Mention de textes de lecture complémentaires sur les sujets présentés par les moyens d'information de masse. (Les moyens d'information de masse éveillent l'intérêt, les livres l'approfondissent et l'élargissent).
- Contacts avec les auteurs : lectures, discussions, etc.
- Elèves qui lisent médiocrement - Aide spéciale aux élèves attardés : le professeur raconte ou lit une grande partie du livre ou de l'histoire, afin que l'élève qui lit médiocrement n'en ait à lire lui-même qu'une petite partie. Avec le temps, ce "reste" devient de plus en plus long.
- Difficulté - Le niveau de difficulté d'un texte de lecture est décisif pour son assimilation. Il faut veiller à ne pas surestimer ou sous-estimer les possibilités des jeunes élèves.
- Lecture silencieuse - Une heure par semaine de lecture silencieuse libre, remplacée parfois par une heure de lecture à haute voix.
- On peut créer une sorte de club du livre, sous la devise "les livres de poche sont des livres d'argent de poche" : les élèves promettent d'acheter au moins quatre livres chaque année avec leurs économies.
- "Incitation à la lecture" - Le professeur, ou un bon élève, raconte le début d'un livre ; puis on le lit à haute voix pendant dix minutes jusqu'à un endroit captivant. Cette méthode a fait ses preuves comme une puissante motivation pour achever la lecture du livre à la maison.
- "Nous complétons l'histoire" - Les enfants lisent une partie du livre, puis écrivent ou racontent l'histoire jusqu'au bout. L'élève qui s'approche le plus de l'original ou dont la conclusion est jugée la meilleure par la classe, reçoit un prix.

Les commentaires ci-dessus ne doivent en aucune façon être interprétés comme des recommandations aux éditeurs des pays en développement d'avoir à adopter les méthodes et affectations budgétaires en usage dans les autres pays. Il est fort possible que les nouvelles industries d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine élaborent de nouveaux systèmes à la fois plus adéquats et plus efficaces, donc meilleurs, que ceux utilisés ailleurs dans les industries plus anciennes. Nous n'avons cité des chiffres que pour montrer sous une forme comparative que les éditeurs des pays en développement ne tiennent peut-être pas suffisamment compte de leurs frais généraux et affectent des sommes trop modestes à leur budget publicité et promotion.

13. PROMOTION DU LIVRE

L'industrie du livre est unique en son genre. Toutes les industries ont des relations économiques avec tout ce qui existe dans le pays, mais l'industrie du livre a des liens de nombreux autres types aussi : sociaux, éducatifs, culturels et même psychologiques, en raison de ses rapports avec le bien-être et l'esprit de la communauté nationale.

Dans l'intérêt du public et dans leur propre intérêt, il est essentiel pour les éditeurs de connaître leurs alliés dans les autres secteurs et d'apprendre à s'assurer leur appui pour défendre la cause du livre. Bien sûr, la réciprocité s'impose. Si les éditeurs s'attendent à ce que les autres prennent position en leur faveur, ils doivent se tenir prêts de leur côté à défendre les causes associées de l'éducation, de l'alphabétisation et du bien-être de la collectivité.

C'est surtout grâce au soutien et aux encouragements de l'Unesco qu'un bon nombre de pays en développement ont créé au cours de ces dernières années des organismes appelés "Conseils nationaux de promotion du livre". Là où de tels conseils existent, ils peuvent servir de points de ralliement pour le genre de coopération dont nous parlons ici. On trouve réunis au sein de ces conseils, des auteurs, des enseignants, des bibliothécaires, des éditeurs, des imprimeurs, des libraires, des fabricants et des importateurs de papier ainsi que des représentants des agences nationales de planification qui se consacrent au développement social et économique du pays (organes importants auxquels on pense rarement dans le cadre du livre, mais qui sont, à juste titre, très intéressés par les activités du Conseil national de promotion du livre).

Un conseil dynamique de promotion du livre peut assurément exercer une profonde influence sur l'ensemble de l'industrie du livre. L'objectif n'est évidemment pas d'aider l'éditeur, le libraire ou l'imprimeur mais c'est ce qui résultera sûrement des efforts entrepris pour de tout autres raisons, à savoir, aider la société. Et, en contrepartie,

les éditeurs doivent apporter un soutien loyal aux entreprises du conseil consacrées au service public, qu'elles puissent ou non servir directement leurs intérêts commerciaux.

On doit reconnaître franchement qu'il y aura toujours des questions sur lesquelles les opinions risquent de diverger au sein d'un conseil de promotion du livre, quel que soit le degré de développement de l'industrie du livre. (Une âpre controverse opposant bibliothécaires et éditeurs se poursuit aux Etats-Unis depuis de nombreuses années au sujet de photocopies que font les bibliothécaires d'ouvrages qu'ils détiennent, ce qui n'empêche nullement les adversaires de coopérer étroitement et cordialement sur d'autres questions). Par contre certains problèmes peuvent aussi faire l'objet d'un accord quasi unanime parmi les différents groupes constituant le conseil. Celui-ci peut concentrer ses efforts sur ces problèmes, en laissant à des groupes extérieurs le soin de défendre les causes sur lesquelles les membres du conseil n'ont pu se mettre d'accord.

Voici une liste non exhaustive des questions qu'un conseil de promotion du livre pourrait aborder :

Questions touchant à la profession d'auteur. Encouragement et aide aux auteurs et à leur formation, comprenant prix, récompenses, bourses, cours de création littéraire, conférences, tables rondes sur des sujets spéciaux tels que celui des livres d'enfants (texte et illustrations), rédaction de textes éducatifs, rédaction de textes scientifiques, préparation des matériaux nécessaires à l'enseignement non institutionnel et à l'éducation des personnes nouvellement alphabétisées, etc.

Droits d'auteur. Poursuite des projets relatifs à la protection de la propriété littéraire, tant sur le plan national qu'international, en vue d'encourager la production littéraire et l'édition locales.

Bibliothèques. Poursuite et développement de l'aide accordée aux bibliothèques de tous types : celles du système scolaire, du jardin d'enfants à l'université, et aussi les bibliothèques publiques, les bibliothèques spécialisées ou du moins les collections d'ouvrages touchant à des domaines tels que l'agriculture, la santé publique, l'économie domestique, la formation professionnelle, etc. Cette rubrique devrait comprendre l'action à entreprendre auprès des pouvoirs publics en vue d'obtenir les crédits nécessaires à l'entretien des bibliothèques, à l'achat permanent de livres, à la formation et aux traitements des bibliothécaires.

Encouragements à la lecture. Le seul manuel de lecture ne saurait suffire à l'éducation ; il convient donc de promouvoir le concept de la lecture complémentaire. Développement des cours concernant l'utilisation à des fins éducatives de matériel de lecture récréatif dans les établissements de formation des maîtres et dans les institutions de

perfectionnement en cours d'emploi. Aide aux bibliothèques scolaires pour l'achat d'ouvrages appropriés.

Commerce de librairie. Amélioration du réseau de librairies, notamment par la mise sur pied de points de vente au détail dans les régions qui en sont dépourvues ; à cet effet, encouragement à la formation, éventuellement au moyen de stages chez des libraires compétents. Un problème controversé convient d'être étudié : les éditeurs doivent-ils encourager les bibliothèques situées dans des régions éloignées à effectuer leurs achats par l'intermédiaire des librairies locales ou régionales (même si le rabais accordé par l'éditeur à la bibliothèque en cas de vente directe est plus important) et cela dans le but de promouvoir la vente de livres au détail dans ces régions ?

Distribution à l'échelon national. Il convient d'aider ou, à tout le moins, de favoriser la mise sur pied d'un système de distribution à l'échelon national, afin que tout libraire puisse se procurer sans difficulté les ouvrages de tous les éditeurs.

Service postal. Action sur les pouvoirs publics afin d'obtenir une réduction des tarifs postaux pour les livres et une amélioration de la réglementation concernant les mandats et les systèmes de paiement à réception, en vue de faciliter la vente des livres au détail par correspondance.

Industrie de l'imprimerie. Aide à l'industrie de l'imprimerie, en particulier par l'allègement des tarifs douaniers sur l'importation de matériel d'imprimerie, de pièces détachées et de fournitures telles que papier, encre, adhésifs, films offset, etc. Egalement, organisation de programmes de formation dans le domaine de l'imprimerie, formation qui serait dispensée soit dans des établissements gouvernementaux de formation professionnelle, soit dans des écoles parrainées par l'industrie elle-même, ou encore au moyen de stages dans des ateliers de réputation bien établie ou de bourses d'étude à l'étranger.

Capitaux. Etude, de concert avec le gouvernement, des moyens propres à fournir des capitaux d'un montant modeste et à des conditions raisonnables destinés à favoriser la création ou l'amélioration de maisons d'édition et de distribution, de points de vente au détail et d'imprimeries. L'expression "d'un montant modeste" est importante. En effet, la plupart des pays en développement n'ignorent rien de la façon de se procurer à l'échelon national ou international des capitaux destinés à des projets de grande envergure, tels qu'autoroutes, usines d'engrais, aciéries, etc., mais il est très difficile, où que ce soit, de se procurer des capitaux en petites quantités, en particulier pour des projets touchant aux industries graphiques que les banquiers ont beaucoup de mal à comprendre.

Usine de papier. Etude de l'opportunité du développement d'une industrie nationale du papier, sujet qu'il y a lieu d'aborder avec une extrême prudence ainsi qu'il est expliqué plus en détail au chapitre 15 à propos du problème de l'autonomie.

Promotion de l'éducation. Rappels au gouvernement des besoins en matière d'éducation lors de l'ouverture de négociations (avec des institutions internationales telles que la Banque mondiale ou le Fonds des Nations Unies pour le développement) portant sur l'octroi de prêts ou de subventions destinés au développement national.

Associations. Encouragements aux associations issues de l'industrie du livre en vue d'une coopération mutuelle en matière de formation, de compilation de faits et chiffres et autres activités.

Comptabilité. Développement de la comptabilité à l'usage des imprimeurs, éditeurs, libraires, notamment de systèmes d'autogestion administrative simples de nature à faciliter la tâche des petites entreprises.

Les livres et le développement économique. Comme base à tout ce qui précède, promotion de la notion de livres en tant qu'instruments du développement économique, afin de faire prendre conscience aux responsables de la planification à l'échelon national des liens existant entre l'industrie du livre et leurs propres intérêts économiques, dans l'espoir de se défaire ainsi de l'idée que les livres sont des frivolités auxquelles on ne prête attention qu'une fois réglés tous les autres problèmes de l'économie nationale.

14. LE PROBLEME DES LANGUES NATIONALES

La langue dans laquelle sont édités les publications est un problème majeur en tout pays qui n'est pas seulement d'ordre pratique, mais qui touche aussi aux notions de régionalisme, de nationalisme et à d'autres facteurs psychologiques, échappant parfois au raisonnement pur. Les différends linguistiques ne se limitent aucunement aux pays non industrialisés (témoin le conflit du français et de l'anglais au Canada), mais ils risquent d'avoir de graves répercussions dans les régions où les systèmes actuels de gouvernement, de communication et d'enseignement ne sont pas enracinés dans l'histoire ou dans les coutumes. Dans une large mesure, aussi, la question des langues dans les pays en développement, est liée à l'emprise culturelle d'une ex-puissance coloniale qui, au temps de sa domination, faisait assurer l'enseignement et l'édition presque exclusifs dans sa propre langue et adoptait une attitude condescendante envers les langues vernaculaires.

Il y avait, bien entendu, et il y a très souvent

VI. La promotion globale des livres

Annexe 3

Dans les chapitres précédents, on a cherché à déterminer les facteurs qui affectent divers aspects de l'industrie du livre dans un contexte multilingue. Cependant, la publication de livres est un processus global, et tout progrès ou recul d'un élément de ce processus a des répercussions sur l'ensemble. Il existe donc certains facteurs communs qui touchent l'industrie du livre dans sa totalité. La section ci-après mettra en lumière quelques éléments importants qui ont un impact direct ou indirect sur la promotion générale des livres en langues nationales dans les pays multilingues.

La politique linguistique

Un facteur important qui influence considérablement la production des livres en langues nationales est la politique menée par le gouvernement vis-à-vis de l'emploi des langues nationales comme langues d'enseignement ou comme langues véhiculaires. Dans la plupart des pays en voie de développement ayant récemment accédé à l'indépendance, la question de la langue est liée à la domination culturelle et intellectuelle de l'ancienne puissance coloniale qui avait dispensé l'enseignement dans sa propre langue. Un vocabulaire insuffisant, des systèmes d'écriture et d'orthographe discutables - caractéristiques des langues qui reprennent de la vigueur dans de nombreux pays en voie de développement (en particulier en Afrique) - rendent l'éditeur local hésitant quant à la rentabilité de petites éditions en langues vernaculaires. Chaque pays multilingue devrait donc adopter une politique linguistique bien définie qui stipulerait clairement les rapports de chaque langue nationale à l'éducation, aux tribunaux et aux services ministériels à tous les niveaux. Si la question linguistique est moins complexe en Amérique latine, le verdict final des gouvernements nationaux sur ce problème dans la plupart des pays d'Asie et d'Afrique aura inévitablement un effet très important sur l'essor des industries locales du livre dans ces régions.

Si l'importance des langues nationales pour le

développement général de ces nations ne peut être mise en question, l'enthousiasme manifesté pour la promotion des langues nationales ne devrait pas nécessairement aboutir à un divorce vis-à-vis des grandes langues mondiales, dont le maintien est utile pour de multiples raisons. En dehors du fait qu'elles servent de trait d'union avec le reste du monde, ces langues sont des outils appropriés en matière d'intégration nationale, d'administration, d'enseignement scientifique et technique et de commerce, puisqu'elles sont encore largement utilisées, à tort ou à raison, dans de nombreux pays multilingues en voie de développement. Il serait donc profitable pour les pays du Tiers Monde de prendre les mesures adéquates pour préserver les langues mondiales avec lesquelles ils sont déjà familiarisés et pour les employer dans le domaine de la communication et de l'éducation. L'Inde est un bon exemple à cet égard. Après plus de trois décennies d'indépendance politique, l'anglais continue d'être la langue officielle de l'administration centrale, conjointement avec l'hindi, alors qu'il n'est pas reconnu comme langue nationale par la Constitution indienne. L'anglais demeure une matière obligatoire dans le système scolaire et une langue d'enseignement facultative dans la plupart des universités, notamment dans les disciplines scientifiques et techniques. Il existe aussi en Inde une institution officielle, le Central Institute of English and Foreign Languages, qui dispense des programmes de formation pour les enseignants, mène des recherches sur la méthodologie de l'enseignement, produit des matériels d'enseignement, et assure des services péri-universitaires pour l'anglais, le français, l'allemand et le russe. Assimilé à une université, l'Institut se propose de créer prochainement des départements d'arabe et d'espagnol. Bien qu'elle possède un riche patrimoine culturel et un grand nombre de langues nationales qui sont des instruments viables pour l'éducation et la communication, l'Inde n'a pas renoncé à utiliser et à promouvoir les grandes langues mondiales. Après avoir accédé à l'indépendance, le Kenya et le Nigéria, eux non plus, n'ont pas abandonné l'anglais, langue qui leur a

servi pendant plus d'un siècle. Le rapport de la Commission Ominde de 1964 qui définit la politique linguistique du Kenya, approuve l'usage de l'anglais comme langue officielle, préconise l'enseignement du kiswahili comme matière obligatoire à l'école primaire et se prononce en faveur de l'emploi des autres langues vernaculaires dans le système scolaire. De même, l'anglais reste la lingua franca du Nigéria, tandis que le haoussa et yorouba sont respectivement utilisés dans les Etats de Kano et de Lagos comme langue d'enseignement au niveau élémentaire.

Les Conseils nationaux de promotion du livre

La promotion des livres en langues nationales devrait constituer un élément essentiel du plan national pour le développement du livre, lequel, à son tour, devrait être intégré à la planification générale du développement national. En dépit de l'élan sans précédent donné à la promotion du livre par l'Année internationale du livre 1972, le livre local n'est toujours pas considéré comme hautement prioritaire dans les plans de développement national. Etant donné le rôle inestimable joué par les livres dans le développement national, leur production devrait être reconnue comme industrie prioritaire (comme cela a été fait à Cuba et en Uruguay, en Amérique latine), et un ministère particulier devrait être considéré comme totalement responsable de la conduite et de la coordination de toutes les activités relatives à la promotion du livre.

Le meilleur moyen pour que la promotion des livres en langues nationales soit dûment prise en considération et soutenue dans le cadre de la planification nationale est d'organiser une agence centrale de haut niveau chargée de planifier et de coordonner la création, la production, la diffusion et l'utilisation des livres. La structure idéale pour de tels organismes - communément appelés Conseils nationaux pour la promotion du livre - semble être de grouper des représentants des autorités publiques ayant affaire directement ou indirectement au développement du livre, des représentants de diverses professions associées au livre à des titres variés, et un petit nombre d'intellectuels éclairés, n'ayant pas d'intérêts directs dans la profession, et à même d'avoir une vue objective des problèmes soulevés par l'industrie du livre. Une institution supérieure de ce type servirait de tribune aux échanges d'idées et d'expériences entre les représentants des diverses branches de l'industrie du livre ; elle supprimerait tout heurt d'intérêts éventuel parmi les différentes professions et fixerait les objectifs et les priorités nécessaires à la production de matériel de lecture en langues nationales.

La nécessité de créer de tels organismes centraux a été soulignée dans presque toutes les réunions régionales et internationales ayant trait au développement du livre, et la plupart des pays asiatiques ont mis sur pied, sous une forme ou

sous une autre, des Conseils de promotion du livre. De nombreux pays latino-américains ont créé des "Chambres du livre" ou des organismes analogues, dont la composition et les fonctions sont à peu près identiques. Il s'agit maintenant de gagner du terrain en Afrique, où deux grands pays producteurs de livres - le Kenya et le Nigéria - ont déjà mis en place de tels Conseils. Les problèmes auxquels se heurte bon nombre de ces organismes sont dus à une certaine faiblesse de leur structure actuelle. Ceux qui font partie du secteur public manquent souvent de pouvoirs et de moyens financiers pour faire exécuter leurs propositions, et jouent un rôle purement consultatif. Les Conseils du secteur privé disposent d'une grande initiative, mais manquent de crédits ou de personnel. Pour être efficaces, il faudrait que ces Conseils ne se bornent pas à formuler des mesures en faveur de la promotion des livres, mais qu'ils disposent aussi des fonds et de l'autorité nécessaires pour mettre en oeuvre certaines de leurs recommandations. L'expérience a montré qu'un Conseil ne peut pas remplir cette fonction s'il reste soit une entreprise privée, soit une organisation purement gouvernementale. Les Conseils existants pourraient très bien être transformés en organisations autonomes - à moins qu'ils ne bénéficient déjà de ce statut - et de nouveaux conseils pourvus de ressources financières et professionnelles appropriées pourraient être créés. Des organismes convenablement constitués peuvent faire de la promotion des livres en langues nationales un mouvement d'envergure nationale. De telles agences nationales peuvent être établies sur des bases linguistiques dans les grands pays qui possèdent plus d'une langue nationale. C'est ainsi que le Conseil supérieur du livre du Canada contribue à la diffusion d'ouvrages littéraires, de publications scientifiques et de livres d'art écrits en français.

Un Conseil national pour la promotion du livre peut assumer efficacement une vingtaine de fonctions et de tâches ; il suffit de n'en mentionner que quelques-unes pour illustrer son efficacité comme organisation clé dans la promotion du livre local. Composé de représentants des diverses professions de l'industrie du livre et des Ministères de l'éducation, des finances et de la planification, le Conseil est l'organisme le plus compétent pour organiser des stages d'études et des cours de formation à l'intention des auteurs, des traducteurs, des rédacteurs et des éditeurs de livres en langues nationales. La plupart des pays multilingues en voie de développement disposent de certaines facilités de formation dans le secteur de l'imprimerie et peuvent aussi, dans une certaine mesure, profiter d'une formation de haut niveau dans les différents domaines de l'édition et de la librairie dans les pays développés ; ce dont ils ont réellement besoin, c'est de facilités de formation pour les cadres administratifs et les employés de niveau moyen de l'industrie du livre. Or ce sont les

Conseils qui peuvent le mieux satisfaire ce besoin en fournissant non seulement une aide technique mais encore des crédits destinés à assurer régulièrement de tels programmes de formation. Le Conseil peut contribuer à la mise en oeuvre de cours universitaires sur l'édition, comme c'est le cas en Inde. Il peut accorder son parrainage à des séminaires pour débattre de tous les problèmes de la promotion du livre dans une langue nationale particulière. Il peut aussi se consacrer à la publication et à la diffusion de manuels de formation et de guides destinés au personnel de l'industrie locale du livre.

Le manque de facilités de crédits est un problème perpétuel pour les éditeurs locaux des pays en voie de développement, et c'est là encore un domaine où les Conseils nationaux de promotion du livre peuvent se rendre utiles. Le problème se pose de façon particulièrement aiguë pour les petits éditeurs d'ouvrages d'intérêt général en langues nationales, dans la mesure où ils sont rarement bien accueillis par les institutions bancaires du pays en raison du risque évident qu'ils prennent en publiant des livres qui ne relèvent pas du domaine scolaire. Ces éditeurs ont besoin de crédits à long terme et à faible intérêt, ce qui est difficile à obtenir à l'échelon international. Les représentants de l'industrie du livre et des Ministères des finances, du commerce et de l'industrie qui font partie du Conseil peuvent informer les banquiers de la complexité des professions du livre et se joindre à eux pour élaborer des projets visant à satisfaire les besoins financiers spécifiques des petits éditeurs et libraires comme, par exemple, la création de sociétés pour le financement du livre en collaboration avec les partenaires les plus fortunés de l'industrie nationale du livre. En tant que promoteurs du livre, il ne doit pas être difficile aux membres du Conseil de comprendre que les petites maisons d'édition sont les mieux adaptées à la créativité, au non-conformisme et à l'expérimentation et que leur essor et leur succès servent beaucoup la cause de l'industrie du livre. Si un pays veut donner consistance et qualité à la vie culturelle de son peuple, il doit protéger avant tout le petit éditeur - celui qui publie chaque année trois ou quatre titres en langue nationale.

Une grande lacune dans les pays multilingues en voie de développement est le manque de publicité et d'information bibliographique en ce qui concerne les ouvrages qui paraissent en langues nationales. Une institution telle que le Conseil de promotion du livre devrait comprendre des experts et des représentants de tous les mass médias - qu'ils soient contrôlés par le gouvernement ou qu'ils soient privés - et avoir la possibilité d'utiliser les moyens audiovisuels comme la radio et la télévision pour promouvoir les livres nationaux. Le Conseil peut obtenir de la presse quotidienne et périodique qu'elle consacre une place plus importante aux critiques de livres et qu'elle réduise ses tarifs publicitaires pour les livres nationaux. Dans les pays développés

comme dans ceux en voie de développement, la presse périodique ne se contente plus de publier des romans populaires, sous forme de feuilletons, mais elle commence maintenant à leur consacrer des numéros entiers sur papier journal ou sous forme de magazines. Le Conseil peut très bien faire office de centre d'information sur les activités relatives à la promotion du livre national et publier des ouvrages de référence comme, par exemple, des catalogues de livres édités en langues nationales, des revues et des répertoires, ou encore des bibliographies nationales. Il peut également servir d'agence nationale pour l'organisation de foires et de festivals du livre.

Le rôle des éditeurs multinationaux

On a de plus en plus le sentiment, dans les pays du Tiers Monde, que la présence sur le territoire de grandes entreprises multinationales d'édition retarde l'émergence d'une industrie locale du livre vigoureuse. Ces maisons d'édition bien implantées sont, totalement ou en partie, des filiales de firmes étrangères géantes avec lesquelles les éditeurs locaux sont dans l'incapacité de rivaliser. Parfois même les auteurs nationaux préfèrent se faire publier par ces grandes sociétés dans l'espoir de toucher un plus grand nombre de lecteurs (et, par conséquent, de percevoir des droits plus élevés) et d'acquérir une réputation littéraire ou universitaire plus large.

S'il n'est pas tout à fait faux que les éditeurs multinationaux aient tendance à étouffer l'industrie locale du livre, ils apportent cependant avec eux des ressources financières considérables, un savoir-faire technique de haut niveau, des méthodes perfectionnées et une grande expérience, qui non seulement aboutissent à la production de livres de qualité, mais aussi contribuent à l'amélioration des normes locales. En outre, la présence d'éditeurs multinationaux crée une espèce de marché à domicile (et souvent aussi à l'étranger) qui peut être utilisé par les éditeurs nationaux. Par le biais de leur réseau commercial international, les filiales de ces grandes firmes conquièrent des marchés étrangers pour les pays en voie de développement. En réimprimant des ouvrages qui, sans cela, devraient être importés, ces éditeurs multinationaux non seulement font faire des économies de dépenses et de devises aux pays où ils sont établis, mais encore y créent des emplois.

En dépit de tous ces avantages, le ressentiment local à l'égard de ces "bases d'édition" étrangères est loin d'être dépourvu de tout fondement. Il ne fait aucun doute que l'objectif principal de ces filiales n'est pas philanthropique mais économique, sauf pour quelques-unes d'entre elles, fort connues, qui sont des organisations à but non lucratif et dont les objectifs sont en premier lieu d'ordre éducatif. Dans beaucoup de petits pays en voie de développement, les pratiques de type colonial se perpétuent encore, dans le domaine du livre, longtemps après

la conquête de l'indépendance politique. Les manuscrits et même les livres d'art continuent de venir de l'étranger, même si leur impression peut avoir lieu sur place. Bien souvent, les filiales en question jouent le rôle d'agent importateur du livre fini, en provenance de la maison mère ou, au mieux, réimpriment les éditions que celle-ci a déjà créées. En de tels cas, les écrivains ou les éditeurs locaux, et les langues nationales en général, n'ont aucune possibilité de s'affirmer, pas plus que les titres étrangers ne répondent nécessairement aux besoins et aux intérêts de la société locale, notamment s'agissant de sujets "délicats". En outre, les éditeurs multinationaux ont tendance à dominer le secteur de l'édition le plus lucratif, à savoir le marché des livres scolaires, ce qui déclenche tout naturellement l'animosité des éditeurs nationaux. Même les pays développés ne tolèrent plus la domination étrangère dans le domaine des manuels parce que leurs besoins culturels dépassent de loin leurs besoins de consommation et qu'ils sont de plus en plus convaincus que le domaine de l'édition scolaire doit naturellement et logiquement être occupé par les maisons d'édition nationales. Dans les pays en voie de développement, les éditeurs nationaux non spécialisés dans la publication de manuels scolaires se concentrent essentiellement dans les quelques domaines qui leur paraissent économiquement rentables, à savoir les livres d'auto-formation et de "bachotage", les romans populaires et les livres bon marché. Il peut être intéressant de reproduire ici la conclusion à laquelle est parvenu un chercheur expérimenté sur l'édition de livres dans l'Afrique centrale anglophone :

"Les éditeurs multinationaux n'ont pas une fonction fondamentalement différente de celle qu'ils exercent chez eux, à savoir publier des ouvrages destinés à l'enseignement de type classique, ce qui a pour effet de renforcer l'idée que les livres sont synonymes d'éducation et d'école, au détriment de l'éducation extrascolaire et du simple plaisir de la lecture. Ainsi, ils n'ont guère investi dans les textes complémentaires de l'alphabétisation ni dans les livres pour les jeunes, quoique de tels ouvrages revêtent un caractère vital pour l'accroissement de l'habitude de la lecture, l'élargissement du marché du livre et de son développement. Les multinationales ont négligé le matériel d'alphabétisation et les livres pour les jeunes parce que l'analphabétisme et la fragmentation linguistique entraînent des tirages faibles et des bénéfices insignifiants, parce que le pouvoir d'achat du lecteur potentiel est faible ou nul, et, en partie, parce que s'occuper essentiellement des publications d'ouvrages éducatifs de type classique et des publications de prestige sert les intérêts à court terme des élites, et des éditeurs multinationaux."

Ce qui est vrai pour l'Afrique n'est pas tout à fait applicable aux autres régions en voie de développement. Mais cela révèle à coup sûr la nécessité de

certains changements dans le rôle des maisons d'édition multinationales. En vérité, on observe déjà certains signes de changement chez celles qui veulent survivre dans les pays en voie de développement. Les firmes multinationales cherchent maintenant à promouvoir les talents locaux et s'intéressent de plus en plus aux auteurs nationaux, qu'ils écrivent dans une langue mondiale ou dans leurs langues propres. Elles produisent aussi des traductions ou des éditions dans une langue quelconque adaptées aux besoins locaux. Elles couvrent des disciplines, littéraires ou autres, extérieures au domaine de l'éducation. Les sujets, les niveaux et les langues devant être pris en compte par les multinationales ainsi que l'étendue de leur champ d'opération seront dorénavant déterminés par chaque pays en fonction de ses besoins et de ses ressources. Mais, grâce à des entreprises communes et à l'esprit de collaboration, un compromis peut être atteint, comme c'est le cas dans de nombreux pays en voie de développement dotés d'industries de l'édition déjà adultes, compromis qui donne leur chance aux auteurs locaux, favorise le développement des langues nationales et reconnaît en même temps l'utilité d'ouvrages venant de l'étranger.

L'habitude de la lecture et les livres d'enfants

L'un des quatre thèmes définis pour la promotion des livres pendant l'Année internationale du livre et dans le programme d'action à long terme pour le développement du livre est la promotion de l'habitude de la lecture. La publication de livres et le développement de l'habitude de la lecture sont si étroitement liés que toute amélioration dans l'un des deux domaines a inévitablement et immédiatement un effet bénéfique sur l'autre. Cette interrelation est si évidente qu'il arrive parfois que les promoteurs du livre et même les éditeurs l'ignorent.

Les facteurs qui influent sur l'habitude de lire sont variés et complexes. Dans la présente section, on envisagera seulement quelques aspects, parmi les plus importants, de ce phénomène, et notamment en ce qui concerne les livres d'enfants dans les pays multilingues en voie de développement.

Des habitudes de lecture durables s'acquièrent plus aisément pendant l'enfance et l'adolescence, lorsque l'esprit est plus impressionnable. Une fois installée, l'habitude se conserve tout au long de la vie. S'il n'en était pas ainsi, l'art même de la lecture risquerait de se perdre. C'est pour cette raison, et aussi parce que le nombre de personnes capables de lire des livres est toujours nettement plus élevé parmi les jeunes, que les livres d'enfants sont considérés comme constituant la catégorie la plus importante de livres après les manuels scolaires. De bons textes pour la jeunesse, littéraires ou fonctionnels, qui captivent réellement l'intérêt et l'imagination de l'enfant et

l'amènent à lire de son plein gré sont parmi les instruments d'instruction les moins chers et les plus efficaces et constituent un moyen très simple de développer la personnalité de l'enfant. Pour être attrayants et intéressants, les livres d'enfants doivent être disponibles dans la langue maternelle de ceux-ci. Il est extrêmement fâcheux pour un enfant de devoir s'initier à une nouvelle langue alors qu'il est en train d'apprendre à lire. En revanche, si une langue lui est déjà familière parce qu'il l'entend parler autour de lui, l'apprentissage de la lecture dans cette langue devient facile et intéressant, à condition que le contenu, le style et le sujet du texte soient eux-mêmes intéressants et compréhensibles pour un jeune lecteur. Les pays en voie de développement savent par expérience que la qualité intrinsèque des livres n'est pas une garantie de leur efficacité. Même les meilleurs livres pour enfants produits par les pays développés ne présentent pas le même intérêt pour les enfants des pays en voie de développement, du fait que le contexte et la langue de ces ouvrages ne leur sont pas familiers. Les livres qui marquent réellement les enfants sont ceux qui sont écrits dans leur propre langue et qui évoquent le milieu dans lequel ils vivent, même si la qualité du papier, de l'impression ou des illustrations laisse à désirer. Il est indéniable que beaucoup de livres d'enfants publiés dans les grandes langues mondiales ont un attrait universel. Mais leur intérêt se trouve limité du fait que leur prix les rend inaccessibles à la majorité des familles des pays en voie de développement.

Un niveau d'alphabétisme faible, des coûts de production élevés dus à la multiplicité des couleurs et à des tirages limités, un pouvoir d'achat réduit et un marché désorganisé et linguistiquement divisé contribuent à faire de la publication des livres d'enfants dans les pays en voie de développement multilingues une entreprise peu rentable. Nombre de ces pays ont d'excellents auteurs et illustrateurs de cette catégorie d'ouvrages, mais ils ne sont pas complètement intégrés dans le circuit économique de l'industrie nationale du livre, faute de débouchés et de stimulants appropriés. Il arrive parfois que des éditeurs publient de très bons livres pour enfants ; mais, comme dans le cas des auteurs et des illustrateurs, il est extrêmement rare qu'ils puissent se consacrer exclusivement à ce genre de publications. Une percée dans ce domaine n'est possible qu'avec le soutien du gouvernement. Outre le fait d'encourager de diverses façons les écrivains, les illustrateurs et les éditeurs de livres d'enfants - en décernant, par exemple, des prix littéraires et des récompenses en espèces ou en organisant des séminaires et des stages d'études - les organismes d'édition gouvernementaux et autonomes pourraient eux-mêmes produire et diffuser à une grande échelle des livres d'enfants attrayants et peu onéreux en langues nationales, et pour les différents groupes d'âge. Le programme dans son ensemble devrait

être de nature multidisciplinaire ; il devrait être soutenu par des spécialistes et bénéficier de subventions de la part du gouvernement. Même dans les pays développés, on constate que les trois quarts des livres pour les jeunes sont absorbés par les bibliothèques et les écoles. La plus importante mesure que devraient prendre les gouvernements nationaux serait donc d'assurer à ces livres un vaste marché par le biais des achats réalisés par les institutions. Des fonds spéciaux devraient être créés pour l'acquisition de publications à l'intention de la jeunesse par les bibliothèques scolaires et publiques, de façon à transformer un besoin réel en une demande effective. Au niveau régional, les pays en voie de développement pourraient s'aider les uns les autres en procédant à des échanges mutuels de matériels de référence et de textes relatifs à la production de livres pour enfants destinés à différentes tranches d'âge et à des milieux divers. Du fait que les illustrations représentent une part substantielle du coût de production des livres d'enfants, la copublication offre de grandes possibilités d'économie aux pays et régions multilingues.

Une caractéristique commune propre aux pays du Tiers Monde est le pourcentage élevé des abandons en cours de scolarité. L'absence de littérature appropriée pour l'éducation extrascolaire fait que les élèves qui quittent l'école retombent dans l'analphabétisme ou perdent tout intérêt pour la lecture. Les jeunes et les adolescents d'aujourd'hui ne s'intéressent pas seulement à la lecture récréative, mais aussi à la lecture formative. Ce groupe d'âge peut être attiré par les ouvrages ayant trait aux sciences modernes et à la civilisation technologique contemporaine. En dehors des bons livres de fiction, les ouvrages en langue nationale traitant de sujets actuels de caractère scientifique ou culturel et présentant une orientation socio-économique appropriée sont susceptibles de retenir l'attention de cette catégorie de lecteurs et devraient, par conséquent, être mis à leur disposition.

Dans beaucoup de pays d'Asie et d'Afrique, l'art de raconter des histoires aux enfants est un art traditionnel de caractère essentiellement oral. Cette tradition entretenue par les membres les plus âgés de la famille tend toutefois à disparaître sous la pression de l'urbanisation croissante et de l'éclatement du système familial. La tradition orale du conte est perçue par certains comme un obstacle au développement de l'habitude de la lecture, alors que l'expérience montre, dans de nombreux pays, que les enfants à qui l'on a raconté régulièrement et systématiquement des histoires quand ils étaient petits, manifestent en grandissant un réel intérêt pour la lecture. Des émissions de radio et de télévision où des histoires sont contées, parfois par l'auteur lui-même, peuvent inculquer aux auditeurs le goût de la lecture et, simultanément, redonner vigueur à la tradition orale.

Le pourcentage des alphabètes qui ne lisent pas est élevé, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Mais si, pour ces derniers, le problème consiste à apporter le livre au lecteur, les pays développés ont une autre tâche, également difficile : conduire le lecteur au livre. Il faut se réjouir que les Nations Unies aient proclamé 1979 Année internationale de l'enfant. Les livres pour enfants sont destinés à jouer un rôle primordial dans la célébration de cette année.

On peut espérer que l'Année internationale de l'enfant donnera lieu à une large gamme d'activités et de programmes visant à promouvoir les livres d'enfants en langues nationales, à l'organisation d'études sur la lecture et de campagnes de sensibilisation, à la compilation des bibliographies linguistiques de livres d'enfants, à la création de concours de lecture et d'écriture pour les enfants, à des foires et des festivals de livres pour enfants et à d'autres activités déjà suggérées plus haut.

HASAN (Abul). - Le livre dans les pays multilingues.

